

ALGÉRIE-TCHAD

Vers un partenariat économique structurant

La coopération entre l'Algérie et le Tchad s'inscrit désormais dans une perspective élargie, appelée à dépasser le simple cadre bilatéral pour contribuer à la transformation de l'espace saharo-sahélien en une zone intégrée, sécurisée et porteuse de croissance. À l'occasion de la 4e Commission mixte tenue à Alger, les deux pays ont affiché leur volonté de faire évoluer leurs relations historiques vers un partenariat économique performant et orienté vers les résultats. P 3



FGAR

Plus de 4 600 PME accompagnés en 2025

À l'heure où la dynamique entrepreneuriale gagne en intensité en Algérie, le Fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises (FGAR) met en avant un bilan 2025 marqué par un renforcement de son rôle d'accompagnement, une diversification de ses mécanismes de financement et un impact significatif sur l'emploi.

P 2

ACTIVITÉ COMMERCIALE

L'État renforce le contrôle

Présentant devant une commission parlementaire des affaires économique, industrie, commerce, énergie et Mines, le projet de loi modifiant et complétant la loi n° 04-08 du 14 août 2004 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national Amel Abdellatif, a mis en avant une réforme d'envergure inscrite dans la stratégie globale de transformation économique engagée par l'État.

P 5

PRÉVENTION DES INCENDIES DE RÉCOLTES La Protection civile lance une campagne dans le Sud

La Direction générale de la Protection civile a lancé, hier, une campagne nationale de sensibilisation et de prévention contre les incendies de récoltes agricoles, ciblant plusieurs wilayas du Sud du pays, en prévision du début de la campagne de moisson-battage. Cette opération concerne notamment les wilayas d'Adrar, Timimoun, El Meniâa, In Salah, El Oued, Touggourt, Ouargla et Ghardaïa, où les premières récoltes sont attendues entre fin avril et début mai.

P 5

AUGMENTATION DE CAPITAL PAR APPEL
PUBLIC À L'ÉPARGNE

**CRAPC Expertise obtient
le feu vert de la COSOB** P 2

ALGÉRIE-OLACDE

**Signature d'une feuille
de route pour le renforcement
de la coopération** P 3

DESTINÉ À LA RÉALISATION DE PROJETS
D'INTÉRÊT NATIONAL

**Les modalités
du recours au financement
extérieur fixées** P 16

AUGMENTATION DE CAPITAL PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE CRAPC Expertise obtient le feu vert de la COSOB

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a accordé son visa à la notice d'information relative à l'opération d'augmentation de capital de l'EPE CRAPC Expertise SPA à hauteur de 15%, par appel public à l'épargne, a indiqué mardi un communiqué l'autorité de régulation. Cette opération porte sur l'émission de 39.000 actions nouvelles, au prix unitaire de 1.600 dinars algériens, pour un montant global de 62,4 millions de dinars, précise la même source, ajoutant que ces titres seront admis au compartiment croissance du marché des titres de capital de la Bourse d'Alger. Les actions émises, dont la date de jouissance est fixée au 1er janvier 2026, sont des titres au porteur, dématérialisés et inscrits en comptes auprès des teneurs de comptes-conservateurs. La souscription minimale est fixée à 100 actions par souscripteur. Selon le communiqué, l'intégralité des actions offertes est exclusivement réservée aux filiales économiques et aux établissements relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), tandis que leur négociation sur le marché secondaire sera ouverte à toutes les catégories d'investisseurs. Fondée en 2013, l'EPE CRAPC Expertise SPA est une filiale du Centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques (CRAPC). Elle active notamment dans les analyses physico-chimiques, l'expertise, l'assistance technique, la formation pratique, ainsi que la commercialisation de produits chimiques et la maintenance d'équipements scientifiques. Son capital social s'élève à 26 millions de dinars, réparti en 260.000 actions. A travers cette levée de fonds, la société ambitionne de consolider sa position dans la commercialisation de produits chimiques destinés aux processus industriels et de lancer, à moyen terme, une unité de production locale, en vue de réduire la dépendance aux importations. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer le rôle des universités et des centres de recherche dans le développement économique national. Le visa accordé à CRAPC Expertise constitue le deuxième délivré par la COSOB lors de sa réunion du 15 avril 2026, après celui relatif à l'augmentation de capital de la société Ayraide SPA, conclut le communiqué.

R.E.

FGAR

Plus de 4 600 PME accompagnés en 2025

À l'heure où la dynamique entrepreneuriale gagne en intensité en Algérie, le Fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises (FGAR) met en avant un bilan 2025 marqué par un renforcement de son rôle d'accompagnement, une diversification de ses mécanismes de financement et un impact significatif sur l'emploi.

Par S.R.

S'exprimant sur la « la Chaîne III » de la radio nationale, le directeur général du Fonds, El Hadi Temam, a dressé un état des lieux détaillé de l'activité du Fonds, tout en esquissant les perspectives à court terme. Au 31 décembre 2025, plus de 4 600 PME ont été accompagnées par le FGAR. Ces interventions se traduisent par un volume de garanties dépassant les 172 milliards de dinars, avec à la clé la création de plus de 123 000 emplois. « Nous nous focalisons sur des activités qui génèrent de la valeur ajoutée, de l'emploi et qui contribuent au développement régional », a souligné El Hadi Temam, insistant sur la dimension stratégique des projets soutenus.

Dans le détail, le secteur industriel capte à lui seul près de la moitié des engagements du Fonds, avec plus de 2 400 projets accompagnés. Le BTPH suit avec plus de 800 projets, tandis que l'agriculture et la pêche totalisent plus de 250 projets. Sur ce point, le directeur général rappelle une spécificité notable : « Nous sommes le seul fonds de garantie à accompagner également le secteur de la pêche et de l'aquaculture, qui constitue un secteur stratégique conforme aux orientations des pouvoirs publics ». Au-delà des chiffres, le FGAR met en avant la solidité de son portefeuille. Le taux de perte enregistré reste inférieur à 10 %, un indicateur jugé « très satisfaisant » par son premier responsable.

« Cela traduit la qualité des projets accompagnés et la rigueur dans l'évaluation du risque », a-t-il affirmé, tout en précisant que l'analyse repose sur plusieurs paramètres, notamment le management, la viabilité du marché et la pertinence du projet.

Lancement d'un nouveau produit dédié aux crédits d'exploitation

Dans une logique d'adaptation aux besoins des entreprises, le Fonds a engagé une évolution majeure de son offre. Historiquement centré sur le financement de l'investissement, le FGAR s'oriente désormais vers la couverture des crédits d'exploitation. Ce nouveau produit, en cours de déploiement en partenariat avec 14 banques, vise à soutenir les besoins de trésorerie des PME. « Il ne suffit pas d'accompagner l'investissement, il faut aussi assurer la continuité de l'activité et l'ancrage sur le marché », a expliqué El Hadi Temam. Ce dispositif permet notamment de garantir jusqu'à 70 % des crédits d'exploitation, pour un plafond pouvant atteindre 50 millions de dinars. À travers cette démarche, le FGAR entend sécuriser les banques tout en facilitant l'accès des entreprises au financement à court terme, souvent crucial durant les premières années d'activité. « La phase de démarrage reste la plus critique pour une entreprise, elle nécessite un accompagnement

renforcé, notamment en fonds de roulement », a-t-il rappelé. Sur le plan opérationnel, le Fonds met également en avant la rapidité de traitement des dossiers. « Le délai ne dépasse pas 10 jours, et il est souvent inférieur lorsque le dossier est adossé à un accord bancaire », a précisé le directeur général. Une célérité rendue possible grâce à la numérisation des procédures et à un système d'information centralisé, en cours de sécurisation via un centre de sauvegarde des données (Data Center) à Annaba. Parallèlement, le FGAR poursuit son déploiement territorial afin de se rapprocher davantage des porteurs de projets. Après l'ouverture d'antennes régionales à Oran, Annaba, Ouargla et Béchar, de nouvelles structures sont prévues, notamment à Sétif et Saïda. « Notre objectif est d'élargir notre présence sur le terrain pour accompagner au plus près les dynamiques locales, notamment dans des pôles à fort potentiel comme l'agroalimentaire », a indiqué El Hadi Temam. Le Fonds ne se limite pas à sa fonction de garant financier et affirme assumer une double mission qui englobe le conseil ainsi que l'accompagnement. Agissant comme un véritable intermédiaire entre les opérateurs économiques et les institutions bancaires, l'organisme privilégie une approche globale. « Nous ne faisons pas uniquement de la garantie. Il y a aussi le coaching et l'appui aux PME, en parallèle du financement », a-t-il insisté.

ENTREPRISES PUBLIQUES

L'UNEP renforce sa gouvernance et mise sur la formation des dirigeants

Le Conseil national de l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP) a tenu une réunion consacrée notamment à la restructuration du secteur public marchand et au renforcement de la gouvernance, dans un contexte de poursuite des réformes économiques et de renforcement du rôle des entreprises publiques dans la dynamique de développement national, indique mardi un communiqué de l'organisation patronale.

Réunis lundi au siège de la Banque nationale de l'Habitat à Alger, les membres du Conseil ont été informés de la mise en conformité des statuts de l'UNEP avec les dispositions de la loi n° 23-02 du 25 avril 2023 relative à l'exercice du droit syndical.

La réunion a également été marquée par l'élargissement du bureau de 12 à 15 membres et la désignation du P-dg de la

Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), Saïd Mokhtar Mediouni, en qualité de porte-parole de l'UNEP. Les participants sont revenus, à cette occasion, sur la contribution de l'Union aux réflexions nationales relatives à la restructuration du secteur public marchand, réaffirmant la nécessité d'une approche fondée sur la performance, l'efficacité économique et la création de valeur.

Le Conseil a, par ailleurs, accordé une attention particulière à la formation des membres des conseils d'administration et des cadres dirigeants, érigée en axe stratégique prioritaire, notamment en vue de sécuriser l'acte de gestion et de promouvoir une gouvernance moderne orientée vers les résultats.

Dans le même sillage, les membres ont évoqué la signature d'une convention de

partenariat entre les organisations patronales des secteurs public et privé (UNEP-CREA), traduisant une volonté commune de structurer un dialogue interpatronal renforcé au service de l'économie nationale.

S'exprimant à cette occasion, le président de l'UNEP, Ahmed Belayat, a souligné que "le renforcement des compétences et la valorisation du capital humain constituent des leviers déterminants pour accompagner les transformations économiques en cours et améliorer durablement la performance des entreprises publiques".

Le Conseil national a, enfin, réaffirmé l'engagement de l'UNEP à contribuer à la mise en oeuvre des réformes structurelles et à oeuvrer pour une économie nationale plus performante, diversifiée et créatrice de valeur.

APS

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ALGÉRIE-TCHAD

Vers un partenariat économique structurant

La coopération entre l'Algérie et le Tchad s'inscrit désormais dans une perspective élargie, appelée à dépasser le simple cadre bilatéral pour contribuer à la transformation de l'espace saharo-sahélien en une zone intégrée, sécurisée et porteuse de croissance. À l'occasion de la 4e Commission mixte tenue à Alger, les deux pays ont affiché leur volonté de faire évoluer leurs relations historiques vers un partenariat économique performant et orienté vers les résultats. Portée par l'impulsion des présidents Abdelmadjid Tebboune et Mahamat Idriss Déby Itno, cette nouvelle phase met l'accent sur la création de valeur et la réponse aux défis régionaux, avec l'ambition de faire de cette relation un modèle à l'échelle du continent.

Par Selma R.

Dans cette dynamique, Alger et N'Djamena amorcent une transition significative visant à convertir une convergence politique solide en un partenariat économique opérationnel. L'objectif est notamment d'arrimer le Tchad à la dynamique industrielle algérienne, en s'appuyant sur le développement de la connectivité, aussi bien physique que numérique, pour accélérer le développement mutuel. Dans son allocution d'ouverture, Ahmed Attaf a rappelé les fondements historiques de cette relation, évoquant « un passé de lutte partagée » et un engagement constant en faveur de l'unité africaine. Il a toutefois insisté sur la nécessité de franchir un nouveau cap : « Notre ambition aujourd'hui est d'élever nos relations économiques au niveau d'excellence de nos relations politiques », tout en soulignant que cette ambition doit se traduire par des projets concrets et une coopération structurée.

Cette orientation repose sur une articulation cohérente entre relance des échanges, interconnexion des infrastructures et renforcement de la coopération sectorielle. La dynamique commerciale et d'investissement s'appuie déjà sur des acquis tangibles, à l'image de la liaison aérienne directe Alger-N'Djamena, opérée à raison de quatre vols hebdomadaires, et devrait être amplifiée par les opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine, perçue comme un levier stratégique pour intensifier les flux intra-africains. Dans le même élan, l'interconnexion des infrastructures apparaît comme un pilier déterminant, avec des projets structurants tels que la route transsaha-

rienne et son prolongement en fibre optique, appelés à désenclaver la région et à la transformer en corridor économique intégré. « Ces projets sont appelés à devenir un levier de développement partagé et de connectivité régionale », a souligné Ahmed Attaf, mettant également en avant le rôle stratégique du Port de Djen Djen en tant que porte d'entrée commerciale pour le Tchad et, plus largement, pour les pays enclavés de la région. Dans le prolongement de cette approche, la coopération sectorielle couvre des domaines clés tels que l'énergie, les mines, l'agriculture, l'industrie et les transports, tout en intégrant une dimension humaine essentielle. L'Algérie, a rappelé le ministre, a formé plus de 9 000 cadres tchadiens depuis l'indépendance, confirmant son statut de première destination mondiale pour les étudiants tchadiens. Ahmed Attaf a, à ce titre, insisté sur la nécessité de renforcer les partenariats dans les hydrocarbures et les énergies renouvelables, en privilégiant le transfert d'expertise et la valorisation des ressources naturelles. Au terme des travaux, Ahmed Attaf a dressé un bilan « prometteur » et « historique », marquant un tournant vers l'action concrète. Pour le ministre, l'enjeu dépasse désormais le dialogue politique pour viser des résultats tangibles : « Cette session marque clairement le passage d'une étape de concertation à une phase d'action et de réalisation sur le terrain », a-t-il affirmé. Cette dynamique s'appuie sur une architecture institutionnelle renforcée, incluant la pérennisation de la Commission mixte, un nouveau mécanisme de consultations politiques pour le Sahel et l'activation du Conseil d'affaires. Ces outils visent à structurer durablement le partenariat et son suivi opérationnel. Sur le plan juri-

dique, le ministre a salué une avancée majeure : « Nous avons finalisé 27 nouveaux accords. Ce progrès porte à près d'une quarantaine le nombre total de textes encadrant la coopération bilatérale, couvrant des domaines stratégiques liés à la souveraineté, à l'économie et au développement humain ». Cette densification réglementaire doit sécuriser les investissements et fluidifier les échanges entre les deux nations. Du côté tchadien, le discours porté par Abdoulaye Sabre Fadoul se distingue par une volonté affirmée de rompre avec les approches traditionnelles.

« Ce qui compte désormais, ce ne sont pas les intentions, ce sont les résultats », a-t-il déclaré, appelant à dépasser les « inerties du passé » pour bâtir un partenariat « stratégique et productif ». Il a notamment insisté sur la nécessité de développer des chaînes de valeur intégrées dans les secteurs des hydrocarbures et des mines, d'accélérer la concrétisation des projets d'infrastructures et de renforcer la connectivité régionale, qu'il qualifie de « nécessité stratégique ». Dans un environnement saharo-sahélien marqué par l'instabilité et les défis sécuritaires, cette convergence de vues traduit l'émergence d'une nouvelle doctrine de coopération, fondée sur la souveraineté économique, la transformation structurelle et l'intégration régionale. Pour N'Djamena, l'Algérie s'impose comme un partenaire de premier plan, en raison de ses capacités industrielles et de son rôle moteur sur la scène africaine. La tenue simultanée d'un forum d'affaires algéro-tchadien, en marge de cette session, conforte cette orientation en ouvrant la voie à des projets concrets et à des partenariats entre opérateurs économiques des deux pays.

ALGÉRIE-OLACDE

Signature d'une feuille de route pour le renforcement de la coopération

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu en audience, mardi à Alger, le secrétaire exécutif de l'Organisation latino-américaine et caribéenne de l'énergie (OLACDE), Andrés Rebolledo Smitmans, en visite de travail en Algérie les 21 et 22 avril, à l'issue de laquelle une feuille de route de coopération a été signée entre les deux parties, indique un communiqué du ministère. Cette feuille de route vise à mettre en place un cadre opérationnel pour renforcer le partenariat, à travers le lancement de projets conjoints et de programmes d'échange d'expertises, en appui au développement durable et au renforcement de l'intégration énergétique entre l'Algérie et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, précise la même source. Après avoir passé en revue les relations de coopération conjointe remontant à l'adhésion de l'Algérie, en tant que membre observateur, à l'OLACDE en 2001, avant d'obtenir le statut d'observateur permanent en 2018, les deux parties ont réaffirmé leur volonté commune de promouvoir cette coopération, notamment dans les domaines de l'exploration, de la production, et de la valorisation des ressources, outre la formation, la recherche et le développement. Les deux parties ont également échangé les points de vue sur l'évolution des marchés mondiaux du pétrole et du gaz, soulignant l'importance de renforcer la coordination entre les pays producteurs, afin d'assurer la sécurité des approvisionnements et la stabilité des marchés internationaux. A cet égard, M. Arkab a réitéré l'engagement de l'Algérie à soutenir le dialogue et la coopération internationale, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud, en vue de faire face aux défis du secteur énergétique, appelant à des approches équilibrées qui tiennent compte des spécificités des pays en développement et favorisent une transition énergétique juste et durable sans compromettre la sécurité énergétique. De son côté, le secrétaire exécutif de l'OLACDE a salué le rôle de l'Algérie dans le secteur des hydrocarbures, mettant en avant son expertise et sa position de partenaire fiable et valorisant sa contribution au développement des ressources humaines et à la promotion de la recherche et de l'innovation au sein de l'organisation.

R.E.

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-TCHADIEN

Hisser les relations économiques au rang de partenariat stratégique

Les participants au Forum d'affaires algéro-tchadien, tenu hier à Alger, ont mis en avant la volonté commune des deux pays de hisser les relations économiques au niveau d'un partenariat stratégique, à travers l'exploitation des opportunités d'investissement disponibles dans plusieurs secteurs.

Les travaux de ce Forum se sont déroulés sous la coprésidence du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, et du ministre tchadien du Commerce et de l'Industrie, Mathieu Guibolo Fanga, en présence du directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, ainsi que de la directrice générale de l'Agence nationale tchadienne des investissements et des exportations, Sobdibé Sobkika Liliane, et des opérateurs économiques des deux pays. Dans une allocution à cette occasion, M. Rezig a indiqué que les échanges commerciaux entre les deux pays doivent être à la hauteur des relations étroites qui unissent l'Algérie et le Tchad, soulignant que le

marché tchadien constitue l'une des destinations africaines prometteuses, offrant des débouchés à la croissance économique hors hydrocarbures que connaît l'Algérie. Dans ce cadre, il a affirmé que plusieurs domaines sont à même de donner un nouvel élan aux relations commerciales, à l'instar des engrais et des produits chimiques, dont les exportations algériennes ont atteint 1,5 milliard USD en 2025, des matériaux de construction, de la céramique et du verre, exportés à hauteur de 560 millions USD l'an dernier, outre les industries agroalimentaires, les produits pharmaceutiques ainsi que l'énergie et les énergies renouvelables.

M. Rezig a insisté sur la nécessité de relever les défis qui entravent la circulation des marchandises entre les deux pays, soulignant à cet égard l'importance de la coordination afin d'accroître la participation aux foires et salons économiques organisés dans les deux pays.

De son côté, M. Fanga a mis en avant la nécessité de renforcer les relations économiques et d'établir un "partenariat stratégique" en phase avec les ambitions des deux pays, qui dépassent la coopération

bilatérale pour aller vers l'édification d'une vision régionale intégrée, à travers le développement de corridors économiques reliant l'Afrique du Nord à l'Afrique centrale et occidentale, ce qui renforcera le commerce et l'investissement et contribuera à attirer des investissements importants. Après avoir salué la "forte" économie algérienne qu'il a qualifié de modèle à suivre, le ministre tchadien a évoqué le plan national de développement (PND) "Tchad Connexion 2030", visant à mobiliser des investissements dépassant les 30 milliards USD à travers des centaines de projets dans plusieurs secteurs, à l'instar de l'agriculture, l'élevage, les mines et les hydrocarbures, l'énergie, les télécommunications et les infrastructures, ainsi que la santé et les services.

Quant à M. Rekkache, il a évoqué dans son intervention les incitations compétitives offertes par l'Algérie aux investisseurs, affirmant la disponibilité de l'AAPI à accompagner les investisseurs tchadiens et à faciliter leur accès au marché algérien, tout en œuvrant à renforcer la coopération avec l'Agence tchadienne de promotion des investissements, contribuant ainsi à

dynamiser les échanges commerciaux et à bâtir des partenariats d'investissement créateurs de valeur dans les deux pays. M. Moula a, pour sa part, estimé que le Forum constitue une opportunité idoine pour poser les bases d'un partenariat stratégique entre les deux pays, selon une vision renouvelée fondée sur la complémentarité.

Il a, en outre, relevé que cette dynamique traduit la volonté de passer des échanges traditionnels à des partenariats capables de créer de la richesse et de promouvoir un développement économique équilibré et durable, ajoutant que l'ambition consiste à bâtir un axe économique algéro-tchadien à même de s'inscrire efficacement dans la carte économique africaine. Mme Sobdibé Sobkika a mis en exergue les efforts du Tchad visant à diversifier les investissements et à les orienter vers des secteurs à forte rentabilité, à l'instar des mines, de l'agriculture, de l'élevage et de l'industrie de transformation, soulignant la volonté du Tchad de tirer profit de la base industrielle algérienne.

Synthèse R.E.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Examen des moyens de renforcer le partenariat algéro-tchadien

Le Directeur général du groupe Saïdal, Mourad Belkhef a reçu lundi à Alger une délégation d'hommes d'affaires tchadiens opérant dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, avec lesquels il a évoqué les moyens de renforcer les relations de partenariat entre les deux pays, selon un communiqué du groupe pharmaceutique public.

Tenue au site de production d'El Harrach, en présence de cadres du Groupe, la rencontre a permis d'engager des échanges constructifs autour des perspectives de partenariat et des opportunités d'exportation des produits pharmaceutiques de Saïdal vers le marché tchadien.

Les discussions ont notamment porté sur les atouts des médicaments algériens, reconnus pour leur efficacité et leur coût attractif, ainsi que sur les besoins spécifiques du marché régional, ajoute le communiqué.

A cette occasion, M. Belkhef a exprimé la volonté du Groupe Saïdal de renforcer sa présence à l'international et de développer des coopérations durables avec les partenaires tchadiens en vue d'assurer la disponibilité des médicaments.

Cette visite s'inscrit dans la dynamique d'ouverture de Saïdal sur les marchés africains et de sa contribution active au renforcement de la sécurité sanitaire à l'échelle régionale, conclut la même source.

APS

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Mme Mousserati préside une réunion du Conseil de la HATPLC

La présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), Salima Mousserati, a présidé une réunion du Conseil de la HATPLC, tenue dans le cadre de sa première session ordinaire pour l'année 2026 et consacrée à l'examen de plusieurs dossiers, indique mardi un communiqué de la même instance.

"En application des dispositions des articles 29 et 31 de la loi n 22-08 fixant l'organisation, la composition et les attributions de la HATPLC, Mme Mousserati a présidé, lundi, une réunion du Conseil de la HATPLC, tenue dans le cadre de sa première session ordinaire pour l'année 2026", précise la même source.

Lors de cette réunion, "le bilan des si-

LIGNE MINIÈRE EST ET EXTENSION DU PORT D'ANNABA

Le ministre des Travaux publics évalue l'état d'avancement des projets

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, lundi soir, deux séances de travail consacrées au suivi des projets ferroviaires en cours, et du projet d'extension du port d'Annaba, et ce, conformément aux instructions données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres tenue dimanche dernier, indique un communiqué du ministère.

La première séance s'est tenue au siège du ministère, en présence de ses cadres centraux, du directeur général de l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires (ANRIP), ainsi que du groupement des entreprises nationales et chinoises chargées de la réalisation du projet du quai minéralier dans le cadre de l'extension du port phosphatier d'Annaba.

Au cours de cette première séance, M. Djellaoui a donné un ensemble d'instructions, en insistant sur "l'impératif de respecter les dé-

lais de réalisation afin de livrer le projet du quai minéralier du Port d'Annaba et d'assurer son entrée en exploitation dans les délais fixés par Monsieur le président de la République". S'agissant du dragage des ports, le ministre a souligné la nécessité de renforcer et de consolider le partenariat avec la partie chinoise, à travers la préparation de la création d'une société mixte algéro-chinoise chargée de la réalisation des travaux de dragage des ports nationaux, ce qui permettra d'augmenter la profondeur des quais et des bassins portuaires et d'assurer leur exploitation optimale, selon le communiqué.

La deuxième séance, tenue au siège du ministère, en présence de ses cadres centraux, ainsi que du directeur général de l'Agence nationale des études et du suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), a porté sur le suivi de la réalisation du projet de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, ainsi que du projet de la ligne minière Est reliant Annaba à Bled El Hadba dans la wilaya

de Tébessa. Concernant la ligne minière Est (Annaba-Bled El Hadba), l'accent a été mis sur la nécessité de mobiliser toutes les capacités nationales, de mettre à contribution l'ensemble des moyens matériels et humains, et de renforcer la coordination entre les différentes entreprises chargées de la réalisation, tout en intensifiant le rythme des travaux sur l'ensemble des tronçons afin d'achever le projet et de le livrer pour son exploitation dans les délais impartis.

S'agissant de la ligne ferroviaire Nord-Sud, M. Djellaoui a insisté sur "la nécessité de mettre en place une méthodologie de travail englobant les travaux de réalisation de ce projet stratégique qui s'étend à travers Alger, Laghouat, Ghardaïa, El Meniaa, In Salah et Tamanrasset, tout en oeuvrant à lever les entraves éventuelles sur le terrain, afin de garantir le respect des délais fixés par Monsieur le président de la République", conclut le communiqué du ministère.

R.E.

INNOVATION TECHNOLOGIQUE EN ALGÉRIE

Signature d'un accord cadre entre Djezzy et Inatel

Un accord de partenariat stratégique a été signé entre l'opérateur de téléphonie mobile Djezzy et l'Industrie algérienne de la téléphonie (Inatel) pour propulser l'innovation technologique en Algérie, a annoncé, mardi Djezzy dans un communiqué.

"Djezzy, leader des solutions technologiques et l'Industrie algérienne de la téléphonie (Inatel), annoncent la signature d'un accord-cadre de partenariat stratégique", paraphé par le Président-directeur général d'Inatel, Hichem Tebira, et le Directeur général de Djezzy, Boumediene Senouci, lors d'une cérémonie organisée lundi 20 avril 2026 au siège de Djezzy à Dar El Beïda", précise la même source.

Cet accord marque "le début d'une collaboration structurée, fondée sur la complémentarité des expertises et une volonté commune de bâtir des synergies durables au service du marché national", relève le communiqué, ajoutant qu'"en intégrant les solutions de pointe d'Inatel et ses systèmes de sécurité à son vaste réseau de distribution, Djezzy enrichit son catalogue avec des produits made in Algeria".

Cette coopération vise directement à "satisfaire la demande nationale croissante pour des solutions de paiement et de connectivité sécurisées, tout en contribuant activement au développement de l'économie nationale".

La même source souligne qu'"en privilégiant l'expertise nationale, les deux partenaires renforcent la souveraineté technologique du pays".

En outre, l'accord-cadre prévoit "une intégration fluide des solutions d'Inatel dans la stratégie de

modernisation de Djezzy", ce qui "inclut la digitalisation des points de vente et l'optimisation des processus commerciaux pour offrir une expérience client toujours plus performante et agile dans un environnement technologique en constante évolution".

A travers ce partenariat, "les deux entreprises affirment leur objectif commun de contribuer au développement d'un écosystème national numérique créateur de valeurs et de richesses", conclut le communiqué de Djezzy.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 20 افريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 20 Avril 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Pomme de terre	60	69	51	البطاطا
Tomate	184	202	167	الطماطم
Oignon sec	92	102	81	البصل الجاف
Ail sec	823	944	701	الثوم الجاف
Ail vert	214	242	186	الثوم الاخضر
Carotte	122	135	108	الجزر
Navet	111	124	99	اللفت
Petit pois	198	221	175	الجنيبنة
Fève verte	104	119	89	الفول الاخضر
Courgette	124	138	110	الكوسة
Haricot vert	303	332	275	الفاصولياء الخضراء
Laitue	117	131	104	الخس
Orange	273	325	221	البرتقال
Citron	211	237	185	الليمون
Pomme locale	444	541	348	التفاح المحلي
Datte	502	635	370	التمر
Banane	439	456	423	الموز
Viande bovine locale	1968	2120	1817	لحم البقر المحلي
Poulet de chair	372	385	360	الدجاج
Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)
Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,00	-12,70	6,09	10,14	197	67 965,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 395,00	1398,00	0,22	-0,05	-0,83	8,99	5,56	16924	23 659 752,00
BIOPHARM	BIO	2 504,00	2504,00	0,00	0,04	1,37	6,66	6,39	400	1 001 800,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 044,00	2050,00	0,29	-4,15	-9,32	9,78	6,10	37000	75 850 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,57	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,29	3,97	5,00	0	0,00

APS

ACTIVITÉ COMMERCIALE

L'État renforce le contrôle

Présentant devant une commission parlementaire des affaires économique, industrie, commerce, énergie et Mines, le projet de loi modifiant et complétant la loi n° 04-08 du 14 août 2004 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national Amel Abdellatif, a mis en avant une réforme d'envergure inscrite dans la stratégie globale de transformation économique engagée par l'État.

Par Réda Hadi

Ce texte, a-t-elle souligné, s'intègre dans une vision ambitieuse visant à bâtir une économie nationale moderne, diversifiée et résiliente, capable de répondre aux mutations rapides du contexte économique international, tout en satisfaisant les attentes des citoyens en matière de transparence, de compétitivité et d'efficacité. Dans son intervention, la ministre a indiqué que ce projet de loi s'inscrit dans la continuité des réformes engagées pour moderniser le cadre législatif régissant l'activité économique. Il vise à adapter les dispositions existantes aux évolutions du climat des affaires, tant au niveau national qu'international, et à renforcer les principes de bonne gouvernance économique. L'objectif est clair : améliorer la transparence des transactions, renforcer les mécanismes de régulation et protéger l'économie nationale contre les dérives financières. Revenant sur l'importance de la loi de 2004, la ministre a rappelé qu'elle constitue un pilier fondamental de l'organisation de l'activité commerciale en Algérie. Toutefois, les transformations profondes

de l'économie, l'émergence de nouvelles pratiques commerciales et les engagements internationaux du pays rendent aujourd'hui nécessaire sa révision afin d'en accroître l'efficacité et la pertinence. Dans un contexte international marqué par des exigences accrues en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, le projet accorde une place centrale à la conformité aux normes internationales. Celle-ci a notamment évoqué la nécessité de répondre aux exigences liées à la transparence des personnes morales et à l'identification des bénéficiaires effectifs, considérées comme des critères déterminants pour renforcer la crédibilité des économies et leur intégration dans le système financier mondial. Les réformes proposées visent ainsi à consolider la confiance des partenaires économiques et des institutions financières, à améliorer l'attractivité du climat d'investissement et à protéger l'économie nationale contre les risques liés aux crimes financiers. Les évaluations internationales ont d'ailleurs mis en évidence l'urgence de renforcer la transparence, notamment en ce qui concerne les structures de propriété et l'accès à des informa-

tions fiables et actualisées.

Au cœur du projet, un dispositif renforcé de transparence est introduit, imposant la disponibilité d'informations précises sur les personnes morales, leurs structures de gestion et leurs bénéficiaires effectifs. Le texte prévoit également des délais stricts pour la mise à jour de ces données, garantissant leur fiabilité. Par ailleurs, les prérogatives du Centre national du registre du commerce sont élargies, notamment en matière de collecte, d'analyse et d'échange d'informations, ainsi que d'évaluation des risques.

Le projet introduit également des mesures pratiques destinées à améliorer l'efficacité du cadre juridique. Parmi celles-ci figurent l'obligation pour les commerçants de mettre à jour leurs informations dans un délai d'un mois, l'élargissement des infractions pour inclure les crimes financiers modernes, ainsi que l'intégration des entités faisant l'objet de sanctions financières ciblées.

Un volet spécifique prend en compte les particularités de certaines institutions stratégiques, notamment les entreprises publiques relevant du secteur de l'Armée nationale populaire, avec des dispositions

adaptées respectant les exigences de confidentialité.

En matière de soutien à l'investissement, la ministre a mis en avant le renforcement des guichets uniques et la simplification des procédures administratives, des mesures destinées à améliorer l'attractivité du climat des affaires. Sur le plan répressif, le dispositif de sanctions est également durci, avec des amendes significatives prévues en cas de non-respect des obligations déclaratives.

Au-delà des aspects techniques, la ministre a insisté sur la portée stratégique de ce projet, qu'il a qualifié de véritable levier de modernisation de la gouvernance économique. Il traduit, selon lui, la volonté de l'État de passer d'une logique de contrôle classique à une approche fondée sur l'efficacité et l'évaluation des risques. En conclusion, la ministre a affirmé que ce texte constitue une étape majeure dans la construction d'une économie ouverte, transparente et sécurisée. Fruit d'un processus de concertation élargi, il est soumis à l'examen des parlementaires avec l'ambition de renforcer l'État de droit économique et de servir l'intérêt supérieur de la nation.

FILIÈRE TOMATE

Des mesures pour soutenir les professionnels

Par R Hadi

La filière tomate, considérée comme l'un des piliers de l'agriculture nationale, était au cœur d'une rencontre nationale de grande envergure coprésidée par Amel Abdellatif, ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché, et Yacine Oualid, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Organisée en présence de cadres des deux secteurs, cette réunion a également rassemblé des producteurs et des transformateurs représentant 31 wilayas, ainsi que le président de la Chambre nationale d'agriculture, traduisant l'importance stratégique accordée à cette filière. Dès l'ouverture des travaux, le minis-

tre de l'Agriculture a mis en avant les avancées significatives réalisées ces dernières années. Il a souligné que l'Algérie a franchi un cap important en parvenant à réduire, voire éliminer, le recours aux importations, notamment dans le segment de la tomate industrielle. Une performance attribuée au soutien de l'État et à l'engagement des producteurs, qui ont su capitaliser une expérience notable. Toutefois, il a insisté sur la nécessité de consolider ces acquis, en veillant à maintenir un niveau de production suffisant pour garantir la disponibilité du produit et la stabilité des prix sur le marché national. Pour sa part, la ministre du Commerce intérieur a rappelé le caractère stratégique de cette filière dans

l'équilibre du marché alimentaire. Elle a plaidé pour un renforcement des mécanismes de régulation, une meilleure organisation des circuits de distribution et une intensification de la lutte contre les pratiques spéculatives et illégales. L'objectif, selon elle, est d'assurer une fluidité optimale des produits agricoles, du champ jusqu'au consommateur, tout en préservant le pouvoir d'achat des citoyens.

Les échanges ont été marqués par un débat ouvert et constructif, offrant aux professionnels de la filière l'opportunité d'exposer leurs préoccupations. Les difficultés liées au foncier agricole, à l'accès à l'eau d'irrigation, aux mécanismes de financement et d'assurance, ainsi qu'à la transfor-

mation industrielle ont été largement évoquées. À cela s'ajoutent les défis liés au manque de main-d'œuvre, aux impacts des changements climatiques, aux contraintes de commercialisation et à la dépendance vis-à-vis de certains intrants importés. Face à ces enjeux, les participants ont formulé plusieurs propositions concrètes visant à améliorer la performance globale de la filière. En réponse, le ministre de l'Agriculture a annoncé une série de mesures en cours d'élaboration. Parmi elles figure un nouveau décret exécutif destiné à faciliter l'obtention de la carte d'agriculteur, dans le but d'élargir la base des investisseurs. Il a également évoqué l'encouragement à la création de coopératives

agricoles pour renforcer les capacités de commercialisation, ainsi que le développement de la production locale de semences hybrides afin de réduire les coûts. D'autres initiatives concernent l'adaptation des dispositifs de financement et d'assurance aux spécificités de la filière, ainsi que la mise en place de zones industrielles dédiées à la transformation des produits agricoles.

Au terme de cette rencontre, les deux ministres ont souligné l'importance d'une approche concertée entre les différents acteurs. Ils ont réaffirmé que cette dynamique s'inscrit dans une stratégie globale visant à renforcer la sécurité alimentaire nationale, à garantir la disponibilité des produits et à stabiliser durablement

PRÉVENTION DES INCENDIES DE RÉCOLTES

La Protection civile lance une campagne dans le Sud

La Direction générale de la Protection civile a lancé, hier, une campagne nationale de sensibilisation et de prévention contre les incendies de récoltes agricoles, ciblant plusieurs wilayas du Sud du pays, en prévision du début de la campagne de moisson-battage. Cette opération concerne notamment les wilayas d'Adrar, Timimoun, El Meniâa, In Salah, El Oued, Touggourt, Ouargla et Ghardaïa, où les premières récoltes sont attendues entre fin avril et début mai. Le coup d'envoi officiel de cette initiative a été donné dans la wilaya de Timimoun, en présence des différents partenaires du secteur agricole, a précisé la DGP dans un communiqué. Cette campagne s'inscrit dans le cadre des efforts soutenus déployés par les pouvoirs publics pour préserver le po-

tentiel agricole national, en particulier les cultures céréalières, considérées comme un pilier de la sécurité alimentaire. Chaque année, de nombreux incendies de récoltes sont enregistrés, occasionnant des pertes économiques significatives et impactant les rendements. Selon les données analysées par la Protection civile, la majorité de ces sinistres est liée à des facteurs évitables, notamment le non-respect des mesures de prévention. Parmi les causes les plus fréquentes figurent le manque d'entretien des équipements agricoles, en particulier les moissonneuses, l'absence de moyens d'extinction adaptés, le déficit en réserves d'eau à proximité des exploitations, ainsi qu'une maîtrise insuffisante des gestes d'intervention initiale. Afin de remédier à ces insuffisances, un

dispositif de terrain structuré a été mis en place. Il repose sur le déploiement de caravanes de sensibilisation, l'organisation de journées d'information et la tenue d'ateliers pratiques destinés aux agriculteurs et exploitants. L'objectif est de promouvoir les bonnes pratiques, de renforcer les capacités d'intervention précoce et de diffuser largement les consignes de sécurité. En parallèle, la Protection civile, en coordination avec les services agricoles et les autorités locales, œuvre à consolider les mesures préventives, notamment à travers l'aménagement de pistes agricoles, la réalisation de bandes coupe-feu et la mise en place de points d'eau à proximité des zones de production. Les agriculteurs sont, à ce titre, appelés à adopter des comportements responsables afin de ré-

duire les risques de départ et de propagation des incendies.

Un dispositif opérationnel spécifique est également mobilisé durant la période de moisson-battage. Il prévoit le pré-positionnement d'unités d'intervention de proximité, dotées de moyens humains et matériels adaptés, pour garantir une réaction rapide dès les premiers foyers d'incendie et limiter ainsi les dégâts. À travers cette campagne, la Protection civile ambitionne d'ancrer une culture durable de la prévention, de renforcer la responsabilité collective dans la protection des récoltes et de contribuer à la préservation de la production nationale, dans un contexte marqué par les enjeux de sécurité alimentaire et de résilience économique.

Synthèse Z.R.

BLIDA

Raccordement de plus de 3.300 logements à l'électricité et au gaz en 2026

La Direction de l'énergie de la wilaya de Blida a bénéficié d'enveloppes financières considérables destinées au raccordement de plus de 3.300 logements aux réseaux d'électricité et de gaz durant l'année 2026, a-t-on appris lundi auprès de cette instance.

La wilaya a bénéficié d'importantes enveloppes destinées au raccordement de 2.274 logements au réseau de gaz naturel et de 1.054 autres à l'électricité, durant l'année en cours, a indiqué la directrice du secteur, Hanane Meklani, lors de son intervention aux travaux de la 1ère session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Elle a fait part à l'occasion du lancement prochain des travaux du projet de raccordement au gaz de 2.274 logements, répartis sur 55 quartiers de plusieurs communes, dont Oued El Alleug, Larbaâ, Ouled Slama, Blida, Bougara et la commune montagnaise de Djebabra. Un projet doté d'une enveloppe de 260 millions de DA, selon la même source.

Dans le cadre des efforts visant à améliorer le cadre de vie des citoyens, une enveloppe de près de 230 millions de DA a également été mobilisée pour le raccordement à l'électricité de 542 logements, répartis sur 10 quartiers des communes de Beni Tamou, Meftah, Ouled Slama, Aïn Romana et Chebli, et dont les travaux seront lancés prochainement, selon la même responsable.

Par ailleurs, 14 quartiers de la wilaya, totalisant 512 logements, ont également bénéficié d'un projet de raccordement au réseau électrique dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, dont le lancement de la réalisation est attendu dès l'achèvement des procédures administratives, selon la même source. APS

BATNA

220 millions de dinars pour la réalisation de 30 nouveaux forages destinés à renforcer l'AEP

Une enveloppe de 220 millions DA financera la réalisation de 30 nouveaux forages dans la wilaya de Batna, afin de renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) dans différentes communes, a indiqué le wali, Riadh Benahmed.

Le chef de l'exécutif local a précisé, lors des travaux de la 1ère session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), que l'opération, inscrite dans le cadre du programme de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, revêt une grande importance dès lors qu'il s'agit d'améliorer l'approvisionnement des populations en eau potable, notamment dans les zones où il est enregistré un déficit en la matière.

Actuellement, selon le même responsable, les procédures administratives d'usage sont en cours en vue de lancer, dans les meilleurs délais possibles, les travaux de réalisation de plus de 122 forages, dont 66 financés par les communes, le reste relevant des programmes sectoriels.

M. Benahmed a également indiqué que la

wilaya a récemment bénéficié, dans le cadre de l'extension des capacités de stockage de l'eau potable, d'une opération de construction de 9 nouveaux réservoirs d'une capacité variant entre 300 et 500 m3, actuellement en phase de finalisation des procédures administratives.

Le wali a rappelé, à cette occasion, les projets sectoriels visant à renforcer l'AEP, notamment le projet de renouvellement de la conduite de transfert d'eau du barrage de Beni Haroun (Mila) jusqu'au barrage de Koudiat Lemdouar, près de Timgad, via la station de pompage d'Ain Kercha (Oum El Bouaghi), où les travaux sont achevés et qui sera mis en service "dans les prochains jours".

Le même responsable a également fait part du projet d'extension et de réhabilitation

de la station de traitement du barrage de Koudiat Lemdouar, dont le taux d'avancement des travaux est de 60 %.

S'agissant du programme d'urgence ciblant les communes de Maafa, d'Ain Touta et de Beni Foudhala, destiné à y améliorer l'alimentation en eau potable, le wali a indiqué que toutes les contraintes financières et administratives qui bloquaient les entreprises ont été levées afin de pouvoir accélérer la cadence des travaux et livrer les projets dans les délais impartis.

Les travaux de la 1ère session ordinaire de l'APW pour l'année 2026, qui se sont tenus dans la salle des délibérations du siège de la wilaya, ont été consacrés à plusieurs dossiers, à des projets de délibérations, à la situation générale de la wilaya et aux questions diverses.

TIZI-OUZOU

Lancement de la deuxième session de formation des artisans

Une session de formation, dédiée à renforcer les capacités des artisans pour la promotion et la commercialisation des produits de l'artisanat traditionnel, a été lancée à Tizi-Ouzou, a-t-on appris lundi auprès de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM). Entamée hier dimanche, cette formation, abritée par l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle INSFP Imarzoukene Mohend Ouzerki de la commune de Tizi-Ouzou, profite à 20 artisans exerçant différents métiers, a indiqué le directeur de la CAM, Abdous

Azzedine.

Cette session de formation, qui se poursuivra jusqu'au 30 avril prochain, cible un groupe de 20 artisans, succédant à une première promotion formée en mai 2025 au centre de formation professionnelle de Boukhalfa, a-t-il rappelé. L'initiative vise à doter les participants d'outils pédagogiques et de techniques leur permettant de valoriser le produit artisanal traditionnel algérien, conformément à la stratégie nationale de promotion et de labellisation du produit artisanal algérien.

La formation met notamment l'accent sur l'amélioration de la qualité, les techniques de vente et de communication, le design, ainsi que le conditionnement et l'emballage, pour renforcer la présence du produit artisanal national sur le marché extérieur, selon la même source. Les artisans bénéficieront également d'une initiation aux outils du marketing digital, aux réseaux sociaux et plateformes de vente en ligne, ainsi que de cours d'anglais pour les besoins de promotion de leur produit à l'international. L'objectif est de permettre aux pro-

duits locaux de gagner en compétitivité, et à terme, leur labellisation sous le label "Artisanat d'Algérie" garantissant la qualité et l'authenticité des produits et leur protection de toute tentative d'appropriation par d'autres pays. Cette action s'inscrit dans la démarche globale du ministère du Tourisme et de l'Artisanat visant à stimuler l'esprit d'entreprise chez les artisans et à promouvoir le produit artisanal algérien, a-t-on noté de même source. R. R.

DJELFA

Lancement de projets d'aménagement et d'amélioration urbaine à Ain Oussara

Les travaux de réalisation de plusieurs projets d'aménagement urbain ont été lancés dans la ville d'Ain Oussara (nord de Djelfa), en vue d'améliorer l'aspect esthétique du tissu urbain et de renforcer le cadre de vie des habitants, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Procédant au coup d'envoi de ces projets, le wali délégué d'Ain Oussara, Boualem Al-louache, a insisté sur la nécessité de les livrer dans les délais impartis tout en respectant les normes de qualité, eu égard au fait que ces opérations constituent une priorité de développement.

Il s'agit notamment du projet d'aménagement et de bitumage de la voie reliant la RN 1 à la rocade, en passant par le centre d'enfûtage de gaz, affecté d'une enveloppe de plus de 70 millions DA, avec un délai de réalisation fixé à quatre (4) mois. L'opportunité a également donné lieu au lance-

ment des travaux d'aménagement et de bitumage de la RN1, à partir de l'entrée nord de la ville jusqu'à la RN40B, en passant par la gare routière de transport des voyageurs. Un projet doté d'une enveloppe de 85 millions DA.

APS

BATNA

220 millions de dinars pour la réalisation de 30 nouveaux forages destinés à renforcer l'AEP

Une enveloppe de 220 millions DA financera la réalisation de 30 nouveaux forages dans la wilaya de Batna, afin de renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) dans différentes communes, a indiqué le wali, Riadh Benahmed, lundi. Le chef de l'exécutif local a précisé, lors des travaux de la 1ère session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), que l'opération, inscrite dans le cadre du programme de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, revêt une grande importance dès lors qu'il s'agit d'améliorer l'approvisionnement des populations en eau potable, notamment dans les zones où il est enregistré un déficit en

la matière.

Actuellement, selon le même responsable, les procédures administratives d'usage sont en cours en vue de lancer, dans les meilleurs délais possibles, les travaux de réalisation de plus de 122 forages, dont 66 financés par les communes, le reste relevant des programmes sectoriels.

M. Benahmed a également indiqué que la wilaya a récemment bénéficié, dans le cadre de l'extension des capacités de stockage de l'eau potable, d'une opération de construction de 9 nouveaux réservoirs d'une capacité variant entre 300 et 500 m3, actuellement en phase de finalisation des procédures administratives.

Le wali a rappelé, à cette occasion, les projets sectoriels visant à renforcer l'AEP, notamment le projet de renouvellement de la conduite de transfert d'eau du barrage de Beni Haroun (Mila) jusqu'au barrage de Koudiat Lemdouar, près de Timgad, via la station de pompage d'Ain Kercha (Oum El Bouaghi), où les travaux sont achevés et qui sera mis en service "dans les prochains jours".

Le même responsable a également fait part du projet d'extension et de réhabilitation de la station de traitement du barrage de Koudiat Lemdouar, dont le taux d'avancement des travaux est de 60 %.

S'agissant du programme d'urgence ci-

blant les communes de Maafa, d'Ain Touta et de Beni Foudhala, destiné à y améliorer l'alimentation en eau potable, le wali a indiqué que toutes les contraintes financières et administratives qui bloquaient les entreprises ont été levées afin de pouvoir accélérer la cadence des travaux et livrer les projets dans les délais impartis.

Les travaux de la 1ère session ordinaire de l'APW pour l'année 2026, qui se sont tenus dans la salle des délibérations du siège de la wilaya, ont été consacrés à plusieurs dossiers, à des projets de délibérations, à la situation générale de la wilaya et aux questions diverses.

Agence

DONALD TRUMP ET LE CRONY CAPITALISM

Un enrichissement personnel sans bornes

1^{ère} partie

Du marché des cryptos à la spéculation sur la guerre en Iran, les dernières années auront été extrêmement profitables pour les occupants de la Maison Blanche. Nul n'ignore le goût du président-millionnaire Donald Trump pour l'or. Après tout, c'est sa personnalité d'affairiste impitoyable qui lui a valu d'être élu dans un pays où son Art of the Deal est un best-seller. Un motif obsessionnel de son discours est l'idée selon laquelle les États-Unis auraient été traités de manière injuste par leurs partenaires commerciaux, et qu'il était temps de rétablir l'équilibre via la mise en place de droits de douane exorbitants.

Cette approche victimaire se décline cependant sur le plan strictement personnel. Ainsi, Donald Trump déclare régulièrement qu'il trouve injuste d'avoir été empêché de réaliser des profits lors de sa première présidence – et il compte bien se rattraper. L'enrichissement extrême du président et de son cercle proche, notamment familial, est un exemple caricatural d'un mécanisme au cœur du pouvoir nord-américain : le crony capitalism.

Le crony capitalism, que l'on peut traduire par capitalisme de connivence, désigne un système économique dans lequel la réussite des entreprises dépend moins de leur efficacité ou de leur capacité d'innovation que de leurs relations privilégiées avec le pouvoir politique. Dans ce contexte, certaines entreprises bénéficient d'avantages indus – comme l'attribution de contrats publics, des subventions ou des réglementations favorables – en raison de leur proximité avec des décideurs politiques, ce qui fausse naturellement la concurrence. Ce phénomène inscrit au cœur du système politique des États-Unis entraîne une concentration du pouvoir économique, au détriment de la confiance publique et du libre marché.

Le crony capitalism, fonctionnement normal du pouvoir états-unien

Car contrairement au discours libertarien généralement diffusé, les États-Unis sont l'un des États les plus interventionnistes de la planète : du sauvetage des entreprises « too big to fail » à l'extraterritorialité de leur droit pour sanctionner la concurrence, en passant par la restriction des importations susceptibles de concurrencer l'industrie nationale, leurs intérêts étatiques ont toujours primé. On se rappellera que des secteurs comme la finance ou l'industrie automobile ont, à certaines périodes, bénéficié de réglementations favorables ou de plans de sauvetage publics, comme lors de la crise financière de 2008. Le financement de plus en plus massif des campagnes électorales crée de forts rapports de clientélisme entre les élus, démocrates comme républicains, et leurs grands donateurs (fortunes personnelles poursuivant leur propre agenda ou entreprises majeures), qui attendent un retour sur investissement. En la matière, comme lors de son premier mandat, Donald Trump a adopté un style de gouvernement parfois qualifié de pay-to-play (payer pour jouer) : de manière très assumée, la proximité avec le pouvoir est corrélée à sa contribution financière.

Il ne s'agit pas d'une invention trumpiste, mais d'un modèle poussé à l'extrême, déjà à l'œuvre chez ses prédécesseurs. Les administrations Reagan dérégulent largement les marchés financiers au profit de Wall Street. George W. Bush lance deux guerres au Moyen-Orient durant les-



quelles Halliburton, l'entreprise historique du complexe militaro-industriel dont son vice-président Dick Cheney avait été le PDG, décroche des contrats colossaux sans appel d'offres. En 2008-2009, Barack Obama renfloue les banques sans poursuivre leurs dirigeants. L'ancienne présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, s'oppose à des limitations du trading et se serait fortement enrichie lors de ses mandats, nourrissant légitimement les accusations de corruption.

La transaction politique, autrefois dissimulée, est désormais présentée comme une vertu. Le deal est annoncé publiquement, revendiqué comme marque d'efficacité, et ses bénéficiaires siègent au cabinet.

La généralisation de la corruption des élites politiques américaines, bien qu'ancienne, s'explique aussi par le coût prohibitif des campagnes électorales, qui rend la plupart des élus toujours plus redevables à leurs généreux donateurs. En 2010, le verdict dit Citizens United rendu par la Cour Suprême fait sauter toutes les limites aux dépenses électorales, y compris par les entreprises, au nom de la liberté d'expression... Le secteur des énergies fossiles est particulièrement efficace pour acheter ses accès à la Maison Blanche : avant Donald Trump, les compagnies pétrolières financent déjà des dizaines de sénateurs et de représentants en échange de subventions fiscales, de contrats, de coups de pouce pour décrocher des marchés à l'étranger et de dérogations réglementaires. L'échelle change avec l'arrivée du président le plus pro-business de l'histoire des États-Unis. La transaction politique, autrefois dissimulée derrière un réseau d'intermédiaires, de comités d'action poli-

tique et de lobbies discrets, est désormais présentée comme une vertu. Le deal est annoncé publiquement, revendiqué comme marque d'efficacité, et ses bénéficiaires siègent au cabinet.

Pétrole et tech au cœur de l'empire

La séquence pétrolière est peut-être la plus documentée et la plus révélatrice de la mécanique du second mandat. Le 11 avril 2024, une vingtaine de PDG du secteur pétrolier et gazier sont reçus à Mar-a-Lago pour un dîner avec Donald Trump. Selon des témoignages rapportés par le Washington Post, le candidat républicain leur tient un discours direct : « versez un milliard de dollars pour ma campagne, et une fois élu, je supprimerai les réglementations environnementales qui vous coûtent de l'argent. L'investissement sera rentable ». Dont acte. Le secteur n'atteint pas le milliard espéré, mais s'en approche. « Big Oil's total financial influence this election cycle amounts to an astounding \$445 million », conclut un rapport, dont 96 millions directement pour la campagne Trump. L'univers de la tech suit le même modèle, avec des ressources encore plus massives. Elon Musk investit plus de 250 millions de dollars dans la campagne Trump de 2024, avant d'être nommé à la tête du DOGE – le Département de l'Efficacité Gouvernementale à la brutalité contestée – lui offrant un accès sans précédent aux données et aux contrats fédéraux, alors même que SpaceX et ses autres entreprises dépendent directement de ces mêmes agences fédérales pour leurs activités. Peter Thiel, fondateur de Palantir et parrain financier du vice-président JD Vance, finance plusieurs candidats trum-

pistes pour se retrouver avec une entreprise dont les contrats de surveillance avec le gouvernement fédéral ont explosé. Larry Ellison, fondateur du groupe Oracle, a également misé gros sur Donald Trump, qui l'a remercié en lui confiant de nombreux contrats fédéraux, en lui permettant de racheter les mastodontes du divertissement Paramount et Tiktok US, et sans doute bientôt Warner Bros. Miriam Adelson, héritière de l'empire de casinos de son défunt mari Sheldon, investit des centaines de millions dans le cycle électoral 2024, obtenant en retour des politiques favorables à Israël et au secteur des casinos. Si le premier mandat de Donald Trump ne lui avait pas permis de s'enrichir à la hauteur de ses espérances, le second lui permet de se rattraper sans limite. Ses fils sont particulièrement investis dans le processus. Non sans multiplier les scandales autour de leur compagnie World Liberty Financial, visée par des accusations de népotisme, d'arnaque crypto et de placements aberrants.

Du népotisme à la crypto-kleptocratie

Propice aux mouvements financiers occultes, le secteur des cryptos bénéficie depuis sa dernière campagne d'un soutien massif de Donald Trump, pourtant initialement hostile au Bitcoin qu'il qualifiait d'arnaque à la valeur « basée sur du vent ». Son second mandat est résolument favorable au secteur, attirant à peu de frais le soutien des poids lourds de la crypto. Et permettant à sa famille de s'enrichir au-delà de toute mesure. Ainsi, en avril 2025, Donald Trump annonce sur son réseau Truth Social qu'il organisera un dîner de gala à Mar-a-Lago pour les plus gros détenteurs de son « memecoin » personnel, le \$TRUMP (lancé peu avant son investiture, tout comme le \$MELANIA). Dans les heures qui suivent, la valeur du jeton – une cryptomonnaie sans valeur intrinsèque, portant le nom et le visage du président – bondit de 69 %. L'accès au chef de l'exécutif de la première puissance mondiale se monnaie désormais, littéralement et en temps réel, sur les marchés financiers. En plus des questions éthiques soulevées, vendre l'accès au Président constitue une violation de la clause d'émoluments de la Constitution américaine, mais la Cour suprême avait déjà refusé de se prononcer sur la légalité de telles pratiques durant le premier mandat de Trump.

L'accès au chef de l'exécutif de la première puissance mondiale se monnaie désormais, littéralement et en temps réel, sur les marchés financiers.

Car si la relation avec les donateurs extérieurs relève d'un crony capitalism connu, quoique désormais amplifié, ce qui distingue véritablement le second mandat de Donald Trump est l'enrichissement direct et personnel du président et de sa famille.

(A suivre)

MAURITANIE

L'enveloppe des projets réalisés en Adrar a atteint 7,685 milliards MRO

Le délégué général à la Solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion (« Taazour »), Sidi Ould Moulay Zeine, a révélé que le montant des interventions de la délégation dans la wilaya d'Adrar avait dépassé les 7,685 milliards d'anciens ouguiyas, couvrant les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'autonomisation économique. Lors d'une réunion élargie organisée à Atar avec les autorités administratives et les élus locaux, le délégué général a souligné que les mesures récentes ont permis d'augmenter le niveau de soutien destiné aux groupes vulnérables de plus de 27 %, reflétant ainsi une volonté de préserver le pouvoir d'achat et de renforcer la protection sociale. La délégation a indiqué dans un message publié sur Facebook que la rencontre avait donné lieu à une discussion avec les acteurs locaux visant à recenser les demandes et à les classer par ordre de priorité, en mettant l'accent sur l'orientation des ressources vers les groupes les plus vulnérables et sur l'amélioration de la qualité des programmes afin de garantir un impact direct sur la vie des citoyens. Elle a ajouté que les interventions de « Taazour » comprenaient l'amélioration de l'accès aux services de base, le renforcement des infrastructures et de la résilience locale au niveau de la wilaya.

Agence

EGYPTE

Un nouveau projet de ville annoncé à l'est du Caire pour 27 milliards \$

Depuis une décennie, les mégaprojets urbains se multiplient en Egypte. Ces projets sont portés à la fois par des capitaux en provenance des pays du Golfe et par de grands investisseurs nationaux. En Egypte, le géant de l'immobilier Talaat Moustafa Group (TMG) a annoncé le 18 avril 2026, la construction d'une ville nouvelle baptisée « The Spine », à l'est du Caire, pour un investissement de 1 400 milliards de livres égyptiennes (27 milliards \$).

Synthèse Rédaction Internationale

Selon les détails révélés par Hisham Talaat Moustafa, le PDG du groupe, lors d'une conférence de presse, ce projet sera développé sur environ 2,4 km².

La future ville se veut un complexe urbain intégré, combinant quartiers résidentiels, espaces commerciaux, bureaux, hôtels, zones de loisirs, centres de vente au détail et larges espaces verts publics qui devraient couvrir plus de 70 % de la superficie. Elle abritera plus de 160 tours résidentielles, de bureaux et commerciales.

Ce projet sera développé en partenariat avec la National Bank of Egypt (NBE) qui participe au capital de la société porteuse du projet qui a été doté de 69 milliards de livres égyptiennes (1,3 milliard \$) de capital libéré.

« The Spine » devrait bénéficier du statut de zone d'investissement spéciale, à l'instar de Madinaty – autre projet emblématique de TMG – ce qui lui offrira un cadre réglementaire et fiscal avantageux pour attirer capitaux et investisseurs.

Selon M. Moustafa, cette nouvelle ville pourrait générer près de 818 milliards de livres égyptiennes de recettes fiscales pour l'État, entre impôts sur les sociétés, TVA, taxes fon-

cières et autres contributions liées aux activités économiques qui y seront implantées. En matière d'impact social, le groupe annonce la création de plus de 55 000 emplois directs et plus de 100 000 emplois indirects.

Un nouveau jalon dans la stratégie de mégaprojets urbains

Ce nouveau projet vient confirmer une dynamique plus large de développement urbain en Égypte. Depuis quelques années, il y a un engouement pour les investissements dans de nouvelles villes, zones économiques spéciales, pôles touristiques et corridors logistiques, avec l'appui d'importants flux d'investissements étrangers, notamment en provenance du Golfe.

Parmi ces projets phares figure Ras El Hekma, sur la côte méditerranéenne, considéré comme l'un des plus grands chantiers immobiliers de l'histoire du pays.

Situé dans le gouvernorat de Matrouh, à environ 350 km au nord du Caire, ce mégaprojet doit couvrir une superficie de 170 km² et accueillir à terme jusqu'à 2 millions d'habitants. Le projet prévoit la construction d'un vaste complexe touristique, d'une zone franche, d'infrastructures portuaires et aéroportuaires,

ainsi que de quartiers commerciaux et résidentiels, avec des infrastructures de niveau international. Ras El Hekma a fait l'objet d'un accord d'investissement historique signé en février 2024 entre l'Égypte et les Émirats arabes unis, via le fonds souverain d'Abu Dhabi, ADQ.

À côté de cette initiative, Qatari Diar, bras immobilier du fonds souverain qatari a annoncé en novembre 2025 qu'il prévoyait d'injecter près de 30 milliards \$ dans un complexe touristique haut de gamme à Alam Al-Roum, également situé dans le gouvernorat de Matrouh.

Ce mégaprojet, développé en partenariat avec l'Autorité des nouvelles communautés urbaines (NUCA), couvrira près de 20,2 km², avec l'ambition de transformer une zone encore largement vierge en destination touristique et d'investissement ouverte toute l'année. Qatari Diar doit verser environ 3,5 milliards \$ pour l'acquisition du terrain, puis mobiliser 26,2 milliards \$ supplémentaires sous forme d'investissements en nature pour aménager un ensemble urbain intégré comprenant des quartiers résidentiels, des hôtels totalisant quelque 4 500 chambres, des marinas, des équipements de loisirs, des golfs, des écoles, des universités et diverses infrastructures publiques.

LIBAN

Un milliard pour éviter la chute

Le Liban cherche de quoi tenir avant même de pouvoir reconstruire. Une demande d'urgence, pas un plan de relance. Le chiffre dit presque tout à lui seul. Un milliard de dollars. Dans un pays qui a déjà traversé l'effondrement bancaire, la fonte du pouvoir d'achat, l'érosion des services publics et la paralysie d'une partie de son appareil administratif, une telle demande n'a rien d'un projet de transformation. Elle ne parle ni d'un nouveau modèle économique ni d'une relance ambitieuse. Elle parle d'abord d'endurance. Elle parle d'un État qui tente de tenir

debout au moment où la guerre ajoute une nouvelle couche de fragilité à une économie déjà blessée de longue date. C'est ce qui rend cette somme si révélatrice.

Le Liban ne cherche pas encore à financer un retour à la croissance au sens classique du terme. Il cherche à absorber le choc. Il essaie de couvrir des coûts immédiats, de limiter les dégâts, de gagner du temps et de repousser le point où l'addition humaine, territoriale et budgétaire deviendrait politiquement ingérable. Dans un autre pays, une demande adressée à une institution financière internationale

pourrait s'inscrire dans un programme macroéconomique structuré, avec une séquence de réformes clairement échelonnée et une promesse de redémarrage à moyen terme.

Ici, le sens est beaucoup plus brut. Il s'agit d'éviter qu'une crise de guerre vienne s'ajouter à la crise d'effondrement sans qu'aucun tampon ne protège encore la société. Le plus frappant est que cette demande n'intervient pas dans une économie simplement ralentie. Elle intervient dans une économie déjà reconfigurée par la survie. Une grande partie des échanges s'est depuis longtemps dé-

placée vers des circuits informels, vers la devise, vers des arbitrages de court terme, vers des stratégies familiales d'adaptation.

Les institutions publiques, elles, continuent de fonctionner, mais sur une base amincie, incertaine et souvent dépendante d'arrangements temporaires. Quand la guerre frappe un tel pays, elle ne brise pas une machine encore robuste. Elle frappe une structure qui a déjà perdu une part de sa capacité d'absorption.

R I.

TUNISIE

Inauguration des projets solaires phares de «Scatec» à Tozeur et Sidi Bouzid

La Tunisie a franchi une étape importante dans sa transition énergétique avec l'inauguration de deux centrales solaires réalisées dans le cadre d'un partenariat entre « Scatec » et « Aeolus », filiale du groupe « Toyota Tsusho Group », dans les gouvernorats de Tozeur et de Sidi Bouzid. Ces deux projets représentent une étape majeure dans le renforcement de la sécurité énergétique du pays, l'accélération du processus de décarbonation et la promotion de ses ambitions à long terme en matière d'énergies renouvelables. Ces deux centrales photovoltaïques, d'une capacité de 60 mégawatts chacune, font partie de la stratégie nationale tunisienne de diversifi-

cation de sa consommation énergétique et de réduction de sa dépendance aux combustibles fossiles importés. Ensemble, les deux centrales devraient produire annuellement 288 GWh d'électricité propre, soit assez d'énergie pour répondre aux besoins de dizaines de milliers de foyers tout en évitant l'émission de 115,000 tonnes de dioxyde de carbone par an. Mis en place dans le cadre d'un partenariat entre « Scatec » et « Aeolus », ces deux projets soulignent la force de la collaboration entre les deux entreprises pour fournir une infrastructure de pointe en énergies renouvelables et mettent en évidence l'importance des partenariats internationaux dans l'exé-

cution du programme tunisien des énergies renouvelables. « Scatec » est l'actionnaire principal. La centrale de Sidi Bouzid est entrée en production le 1er janvier de cette année, devenant ainsi le premier projet opérationnel de « Scatec » à entrer en service en Tunisie. Quant à la centrale de Tozeur, elle a atteint cette étape le 4 mars de la même année. Ces deux projets ont été attribués à la suite d'un appel d'offres gouvernemental compétitif, soutenu par un contrat d'achat d'électricité d'une durée de 30 ans signé avec la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (Steg). Ces deux projets ont été financés par des dettes de financement de projet

sans recours, des prêts concessionnels et des apports en fonds propres des partenaires. Les principaux prêteurs pour ces projets sont la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) et la Société de promotion et de participation pour la coopération économique (Pro-parco), en plus de financements concessionnels provenant du Fonds pour les technologies propres et du Fonds pour l'environnement mondial. En outre, les projets bénéficient d'un financement via des crédits carbone fournis par le ministère japonais de l'Environnement, dans le cadre du mécanisme de crédit conjoint (JCM).

R E.

POUR RELANCER SA FILIÈRE AVICOLE

La Guinée prépare un plan quinquennal

En Afrique de l'Ouest, la Guinée est l'un des principaux marchés pour les viandes de volaille importées, avec le Ghana et le Bénin. Le gouvernement cherche à relancer l'industrie et la production locale en vue de réduire la dépendance aux importations.

En Guinée, le gouvernement entend insuffler une nouvelle dynamique à la filière avicole. Le 17 avril dernier, le ministère de l'Élevage a organisé une concertation avec les principaux acteurs du secteur pour discuter de la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie nationale de développement de l'aviculture sur la période 2026-2030.

Cette feuille de route en préparation s'articule autour de 7 axes stratégiques, parmi lesquels le développement de l'alimentation animale, l'amélioration de la biosécurité, la réforme du cadre commercial ainsi que la structuration de la chaîne de valeur et de l'organisation des acteurs.

« Cette feuille de route ambitionne de réduire significativement les importations de poulets de chair tout en renforçant l'auto-suffisance nationale en œufs, dans un contexte de croissance soutenue des besoins alimentaires », peut-on lire dans un communiqué publié sur le site dudit ministère.

L'initiative intervient alors que la filière



guinéenne, dominée par des systèmes d'élevage traditionnels, reste peu compétitive et peine à satisfaire la demande. Selon les données compilées par la FAO, les im-

portations de viandes de poulet ont grimpé de 63,25 % en l'espace de cinq ans, passant de 49 735 tonnes en 2020 à 81 193 tonnes en 2024, avec une facture annuelle dépassant 100 millions \$. Dans le même temps, la production nationale stagne. L'organisation onusienne estime que sur la même période la Guinée a produit en moyenne 13 806 tonnes de viandes de poulets par an et n'est jamais parvenue à franchir la barre des 15 000 tonnes. Et pour cause, les acteurs de la filière ont identifié plusieurs défis structurels qui freinent la montée en puissance de l'industrie locale, dont les difficultés d'accès au financement, les insuffisances du cadre réglementaire et les défis liés à l'organisation du marché.

Dans ce contexte, plusieurs pistes ont été évoquées pour lever ces obstacles, dont la mise en place de mécanismes de financement adaptés, la création de fonds de garantie et le renforcement du climat des affaires.

R.I/Agence

NAMIBIE

Le projet pétrolier de ReconAfrica vise une mise en service à l'horizon 2028

En décembre 2025, un premier test concluant avait permis à ReconAfrica de confirmer que des ressources pétrolières sont présentes à terre en Namibie. La viabilité commerciale de ces ressources reste encore à déterminer.

La Namibie pourrait voir le projet pétrolier onshore porté par Reconnaissance Energy Africa (ReconAfrica) entrer en production à l'horizon 2028. L'information a été rapportée vendredi 17 avril par Upstream Online, citant Brian Reinsborough, le directeur général de la société.

Dans le détail, la concrétisation de cette perspective suivant le calendrier évoqué par la compagnie reste conditionnée à une décision finale

d'investissement attendue à court terme. ReconAfrica entend enclencher une phase de développement après les nombreuses campagnes d'exploration menées dans le bassin du Kavango ces dernières années. La société vise une prise de décision dans les douze prochains mois, sous réserve de résultats techniques jugés satisfaisants.

En Namibie, ReconAfrica détient 70 % d'intérêt dans le permis PEL 73, aux côtés de BW Energy Limited (20 %) et de NAMCOR, la société publique du pétrole de Namibie (10 %). Le permis couvre les bassins du Kavango et de l'Owambo dans le nord-est du pays, sur une superficie de 25 341 km².

Depuis 2021, la société a réalisé plusieurs campagnes de forage de puits d'exploration pétrolière et gazière. Son objectif à travers ces activités est d'évaluer le potentiel en hydrocarbures de cette région jusqu'ici peu explorée. Les données collectées incluent des relevés sismiques et des tests de forage. Après plusieurs tests réalisés sur la base des résultats préliminaires des travaux de forage de puits et des analyses géologiques réalisées sur site par la suite, la compagnie avait annoncé, en décembre 2025, que le puits Kavango West-1X a confirmé la présence d'hydrocarbures. Une première depuis le lancement des activités de prospection 4 ans plus tôt.

Le projet s'inscrit dans un contexte d'intensification des activités pétrolières dans le pays, notamment après plusieurs découvertes dans le bassin offshore d'Orange, annoncées ces dernières années par des opérateurs internationaux, comme TotalEnergies ou encore Shell. Outre le bassin offshore d'Orange, celui de Walvis, également situé au large des côtes de la Namibie, suscite également de l'engouement de la part des compagnies internationales. La semaine dernière Agence Ecofin a rapporté que la multinationale BP y a acquis 60 % d'intérêts dans les licences d'exploration pétrolière (PEL) 97, 99 et 100.

R.I.

Agence

MALI

Un nouveau cadastre minier sur fond de recul des investissements d'exploration

Alors que l'octroi de nouveaux permis d'exploration reste suspendu depuis 2022, le gouvernement malien multiplie les initiatives pour assainir le secteur minier. Cette dynamique s'est notamment traduite par l'annulation décidée en octobre 2025 d'une centaine de titres de prospection en vigueur.

Vendredi 17 avril, le gouvernement malien a présenté un nouveau cadastre minier, appelé à remplacer une version précédente jugée obsolète et fondée sur un « vieux système ». Cette avancée intervient alors que les investissements dédiés à l'exploration minière sont en net recul dans le pays, selon un récent rapport de S&P Global Market

Intelligence.

Outil central pour tout pays minier, le cadastre permet d'enregistrer les permis d'exploration, de cartographier les zones attribuées et de renseigner des informations clés sur leurs détenteurs ainsi que sur leur durée de validité. Au Mali, le développement d'une version actualisée répond à la volonté des autorités de corriger les dysfonctionnements du système précédent et de renforcer la transparence dans la gestion des titres.

Selon les informations communiquées, le nouveau cadastre est entièrement numérisé et devrait permettre de réaliser l'ensemble des démarches en ligne. Il est également présenté comme plus

sécurisé et pleinement opérationnel, avec déjà 631 titres miniers enregistrés. À titre de comparaison, notons que le Mali en comptait 1 062 à fin 2022, d'après l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

Ce chiffre est resté stable en 2023, en raison de la suspension de l'octroi de nouveaux permis de recherche. Cette mesure, à l'instar du développement du nouveau cadastre, s'inscrit dans une démarche d'assainissement et d'amélioration des procédures. À ce stade, les autorités n'ont pas encore précisé les perspectives d'évolution de cette politique, alors que le processus de réorganisation du secteur se pour-

suit sur d'autres fronts, comme en témoigne le retrait massif de titres miniers décidé fin novembre 2025. Malgré les avancées attendues du nouveau cadastre, la nécessité d'un éclaircissement de la situation relative à l'octroi de nouveaux permis d'exploration reste entière, car en attendant le pays se retrouve avec un secteur minier en perte de vitesse. Dans son rapport World Exploration Trends 2026, S&P indiquait en effet que le Mali a enregistré son troisième recul annuel consécutif des investissements dans l'exploration minière, avec la plus forte baisse observée sur le continent, devant Madagascar et la Namibie.

Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes résistent au contexte géopolitique

La Bourse de Paris et les autres du Vieux Continent regagnent un peu du terrain perdu la veille, manifestant ainsi une certaine résilience alors que le cessez-le-feu de 15 jours conclu entre Washington et Téhéran doit prendre fin mercredi soir.

Un peu avant midi, le CAC 40 grappille 0,2% vers 8 350 points, tandis que l'Euro Stoxx 50 prend 0,5%, encouragés par la relative résistance des indices américains lundi (-0,3% en clôture pour le Nasdaq 100 par exemple).

L'incertitude règne toujours au sujet de la guerre...

Pourtant, le flou demeure toujours à propos d'une possible reprise des pourparlers entre les États-Unis et l'Iran, au Pakistan, alors que le cessez-le-feu de 15 jours conclu entre les deux pays doit prendre fin mercredi soir. Une délégation américaine emmenée par J. D. Vance est attendue à Islamabad, mais Téhéran a déclaré ne pas vouloir "négocier sous la menace" et a menacé "d'abattre de nouvelles cartes sur le champ de bataille" si la guerre devait reprendre. L'incertitude au sujet du Moyen-Orient et du sort du détroit d'Ormuz se traduit fort logiquement sur les cours du pétrole : le Brent avance d'environ 1% vers 95 USD, tandis que le WTI texan progresse de façon similaire vers 87 USD. "À l'avenir, les marchés pétroliers devraient rester très sensibles à l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient", prévient Abdelaziz Albogdady, market research & fintech strategy manager chez FXEM. "Les tensions persistantes pourraient continuer à faire grimper les prix, tandis qu'une désescalade crédible ou le rétablissement des conditions de transport maritime stables pourraient déclencher une nouvelle vague de ventes massives", poursuit-il.

... et plombe le moral au vu de l'indice ZEW


Illustrant les effets du contexte géopolitique sur le sentiment de marché, l'indice ZEW s'est largement enfoncé en terrain négatif ce mois-ci, tombant à -17,2 après -0,5 en mars, alors qu'il n'était attendu en recul que vers -5 par les économistes. Cet indicateur de confiance des investisseurs allemands pour les perspectives économiques de leur pays est ainsi repassé en dessous de son point bas de -14 d'avril 2025. Pour rappel, il était encore à 58,3 en février. "Les conséquences économiques de la guerre en Iran pour l'économie allemande vont bien au-delà de la simple hausse des prix", explique Achim Wambach, le président de l'institut ZEW. Selon l'économiste, les entreprises allemandes "s'inquiètent des pénuries d'énergie à long terme, ce qui freine les investissements et atténue l'effet des mesures de relance gouvernementales". L'évaluation de la situation économique actuelle de l'Allemagne s'est en outre détériorée pour le mois en cours, l'indicateur correspondant atteignant -73,7, soit 10,8 points de moins qu'en mars. Dans l'actualité des valeurs à Paris, Thales lâche 4,4% et fait ainsi figure de lanterne rouge du SBF 120, les investisseurs sanctionnant les faibles résultats dans le Cyber et l'absence de hausse des prévisions, à l'occasion de son point d'activité. Le groupe d'électronique a pourtant enregistré un début d'exercice dynamique, porté par la défense, avec une nette progression des prises de commandes et une croissance organique proche de 10% du chiffre d'affaires.

Autre valeur en berne, Safran recule de 2,4%, l'équipementier aéronautique ayant perdu le soutien de Jefferies qui a abaissé sa recommandation à "conserver" contre "acheter" auparavant, et réduit son objectif de cours de 350 EUR à 310 EUR. Ailleurs en Europe, AB Foods abandonne

3,5% à Londres après avoir annoncé son projet de scission de Primark, sa chaîne de vêtements à bas prix, dans un contexte marqué par des résultats semestriels inférieurs aux attentes et une activité dégradée dans le sucre.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



Cours du : 20 Avril 2026
Valeur : 22 Avril 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENDE
1	USD US DOLLAR	132.1688	132.1838
1	EUR EURO	155.3644	155.4085
1	GBP POUND STERLING	178.4136	178.4820
100	JPY JAPANESE YEN	83.1250	83.1554
1	CNY CHINESE YUAN	19.3787	19.3835
1	CHF SWISS FRANC	168.8627	168.9466
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.5018	96.5338
1	DKK DANISH KRONE	20.7894	20.7944
1	SEK SWEDISH KRONA	14.3976	14.4015
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.1198	14.1242
1	AED UAE DIRHAM	35.9819	35.9880
1	SAR SAUDI RIYAL	35.2347	35.2406
1	KWD KUWAITI DINAR	431.3603	431.5501
1	TND TUNISIAN DINAR	45.4504	45.9072
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.3411	14.3427
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8432	20.9500
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3394	3.3498
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.6068	181.6068

MOYEN-ORIENT

La Bourse de Paris mise sur la prudence

Guerre ou paix? Faute de réponse claire, les investisseurs à la Bourse de Paris misent sur la prudence mardi, dans l'attente de l'évolution du conflit au Moyen-Orient entre les États-Unis et l'Iran à la veille de la fin prévue du cessez-le-feu. A 10H00, l'indice CAC 40 évoluait depuis l'ouverture à l'équilibre (-0,09%) à 8.324,32 points. La veille, l'indice parisien avait clôturé en repli (-1,12%) à 8.331 points, après un rebond vendredi. Boussole des marchés, le pétrole reculait légèrement. Le baril de Brent, référence du brut en Europe, cédait 1,33% à 94,21 dollars et le WTI américain perdait 2% à 89,61 dollars. Les États-Unis et l'Iran se sont adressés des menaces mutuelles lundi à deux jours du terme des deux semaines de cessez-le-feu, au moment où l'incertitude entoure une possible reprise des pourparlers

entre les deux pays au Pakistan. "La volatilité est de retour", commente Christopher Dembik, analyste pour la banque privée Pictet. "Mais les marchés résistent", ajoute-t-il, avançant plusieurs facteurs: "abondance de la liquidité, résultats trimestriels loin d'être mauvais y compris dans les secteurs plus vulnérables à la crise, conviction que l'inflation sera temporaire et que les banques centrales ne vont pas surréagir, lassitude des investisseurs concernant les soubresauts de la guerre en Iran, etc."

STMICROELECTRONICS AU PLUS HAUT

Au palmarès des valeurs, l'action de l'entreprise de semi-conducteurs et de puces STMicroelectronics gagnait encore du terrain (+1,25%), à son plus haut niveau depuis juillet

2024 (37,74 euros le titre). Le fabricant franco-italien est porté par la demande mondiale de semi-conducteurs avec le développement de l'IA.

Le marché obligataire suspendu à la Fed

Sur le marché obligataire, le rendement des titres de la dette française à dix ans restait stable mardi matin (3,60% contre 3,61% la veille). Les yeux seront tournés dans l'après-midi vers l'audition par le Sénat américain de Kevin Warsh, le candidat qui a les faveurs du président Donald Trump pour remplacer Jerome Powell à la tête de la Réserve fédérale (Fed). "Warsh a soutenu que les gains de productivité liés à l'IA pourraient contribuer à compenser l'inflation, permettant potentiellement à la Fed

de réduire les taux malgré une poussée temporaire des prix liée à l'énergie", analyse Ipek Ozkardeska, pour Swissquote. "S'il maintient cette position, les rendements à court terme pourraient se détendre davantage, soutenant ainsi les actions", ajoute l'analyste. "Les craintes inflationnistes liées à la hausse de l'énergie persistent et pourraient limiter les marges de manœuvre des banques centrales", observe pour sa part le gestionnaire de fonds Aurel. L'inflation réduit la valeur réelle des capitaux prêtés: un euro remboursé demain permet d'acheter moins de biens et services qu'au moment où il a été prêté. Les créanciers cherchent donc à se protéger contre cette perte de pouvoir d'achat en augmentant les taux d'intérêt.

Agence

BOURSE ZURICH

Les indices modèrent leurs pertes en fin de matinée

La Bourse suisse restait sur la défensive à l'approche de la mi-journée mardi, peu encline à l'exposition alors qu'arrive bientôt à échéance le cessez-le-feu entre l'Iran et les États-Unis. Washington a d'ores et déjà agendé l'envoi d'une nouvelle délégation à Islamabad en vue de nouveaux pourparlers, mais confirmation de la venue de la république islamique se fait encore désirer. Entrée en vigueur le 8 avril, dans une guerre qui a fait des milliers de morts au Moyen-Orient et ébranlé l'économie mondiale, la trêve doit se conclure "mercredi soir, heure américaine", a affirmé Donald Trump. L'échéance était initialement prévue dans la nuit de mardi à mercredi,

heure de Téhéran. "Les marchés avaient déjà ouvert la semaine sur une note prudente, les événements du week-end ayant servi de réminiscence de la fragilité de la situation au Moyen-Orient, avec un détroit d'Ormuz toujours bloqué dans les faits," rappelle Francesca Maria Di Bella, stratégiques chez Unicredit. Sous nos latitudes, le commerce extérieur helvétique a sensiblement ralenti sur les trois premiers mois de l'année, dans les deux directions du trafic. Les exportations horlogères de leur côté ont à nouveau fléchi, notamment en direction de l'Arabie saoudite. A 10h49, le Swiss Market Index (SMI) perdait encore 0,27% à

13'248,21 points, après un plus bas à 13'200 points. Le Swiss Leader Index (SLI) égarait 0,07% à 2138,79 points et le Swiss Performance Index (SPI) élargi 0,17% à 18'752,19 points. Sur les trente valeurs vendettes, quatorze reculaient, quinze progressaient et Alcon jouait les équilibristes. Le géant bancaire UBS (-1,4% ou 46 centimes) traita ce jour hors dividende de 1,10 dollar, ou 86 centimes au cours du jour, s'était délesté de la lanterne rouge au détriment du géant de la souris Logitech (-3,0%), repassant au passage le chocolatier industriel Lindt&Sprüngli (-2,6%). Le confiseur de Kilchberg pâtissait d'un abaissement par Goldman

Sachs de son objectif de cours. Le géant pharmaceutique Roche (bon -0,5%) ne profitait guère de l'effet d'annonce de la prise en compte par la FDA d'une demande d'extension d'homologation de son Gazyva/Gazyvaro. Son homologue et voisin Novartis lâchait aussi 0,5%, sans indication particulière. Le paquebot alimentaire Nestlé sombrait désormais de 0,9%. Le fournisseur de soupapes à vides VAT Group (+1,4%) occupait l'autre extrémité du classement, sans information spécifique, au coude à coude avec Sika (+1,0%). Le chimiste de la construction s'est offert un pied-à-terre au Kirghizistan, nouvelle base pour la conquête de l'Asie centrale.

Suivaient un grupetto de financières emmenées par Partners Group (+1,1%), devant Julius Bär et Helvetia Baloise (+1,0% chacune). Les valeurs horlogères faisaient ostensiblement fi du dernier relevé sur les exportations de garde-temps, Richemont s'enrobant de 0,2% et la porteur Swatch s'adjugeant 0,6%. L'exploitant de tarmacs Flughafen Zürich cédait 3,8% ou 9,20 francs suisses, qui est traité hors dividende de 8,50 francs suisses. L'équipementier de l'industrie chirurgico-dentaire Straumann (-0,6% ou 54 centimes) versera prochainement 1,00 franc de dividende par action à ses propriétaires.

Agence

ÉTATS-UNIS

Les renouvelables battent un nouveau record

Il n'y a pas qu'en Chine que les énergies renouvelables sont sur un élan: tandis que le président Trump n'en a que pour les énergies fossiles, ce sont les énergies renouvelables qui, au mois de mars 2026, ont été pour la première fois la principale source de production d'électricité.

R I/Agence

On inclut sous « renouvelables » le solaire, l'éolien, l'hydroélectricité et la bioénergie: tous ensembles, selon la dernière mise à jour de la firme de consultants en énergie Ember, ils ont fourni un peu plus du tiers de l'électricité du pays. Le gaz naturel représentait un autre tiers, et le nucléaire et le charbon se partageaient le reste.

Le fait que ça se produise maintenant est un reflet de la croissance rapide du solaire et de l'éolien —qui représentent 93% des nouvelles capacités énergétiques ajoutées en 2025, selon une agence du

ministère de l'Énergie des États-Unis. Mais le fait que ça se produise au mois de mars est aussi un rappel qu'un mois ne fait pas nécessairement une année: des températures plus chaudes que la normale en ce début de printemps sur tout l'ouest des États-Unis, ont entraîné une baisse de la demande en chauffage. Il n'empêche que l'écart entre les énergies fossiles et renouvelables se resserre, en dépit des efforts à Washington pour favoriser les premiers au détriment des seconds.

Le charbon, qui avait déjà été surclassé dans les années 2010, voit sa part de marché décliner d'année en année. Le

gaz naturel est par contre toujours en croissance aux États-Unis, et la hausse de la demande en électricité, causée notamment par la multiplication des centres de données pour alimenter l'intelligence artificielle, pourrait garantir un répit au gaz naturel (en fait, même des centrales au charbon au bord de la retraite voient leur vie prolongée pour satisfaire à cette demande croissante).

À l'échelle mondiale par contre, l'Agence internationale de l'énergie prévoit que ce seront les énergies renouvelables qui répondront à la moitié de la nouvelle demande en énergie créée par l'IA dans les cinq prochaines années.

CANADA

L'inflation repart à la hausse

La hausse des prix s'est accélérée en mars à 2,4% en moyenne, portée par une flambée des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient. L'indice des prix à la consommation a progressé de 2,4% sur un an, contre 1,8% en février, marquant un rebond notable après plusieurs mois de ralentissement. Cette hausse mensuelle de l'inflation est la plus forte enregistrée depuis 14 mois, selon Statistique Canada. Sur un mois, les prix à la consommation ont augmenté de 0,9%. L'accélération s'explique princi-

palement par la hausse des prix de l'énergie, en particulier de l'essence. Les prix à la pompe ont augmenté de 5,9% sur un an et bondi de 21,2% sur un mois, soit leur plus forte hausse mensuelle jamais enregistrée, en raison d'un choc d'offre lié aux tensions au Moyen-Orient.

Plus forte hausse en 14 mois

La guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran depuis le 28 février a embrasé le Moyen-Orient et entraîné une flambée des prix de l'énergie. Le

conflit a entraîné une paralysie du détroit d'Ormuz par l'Iran - passage clé par lequel transite environ 20% du pétrole mondial - ainsi que des attaques contre des infrastructures énergétiques du Golfe, faisant bondir les prix du pétrole et du gaz.

Par ailleurs, au Canada, les prix des aliments en magasin ont également augmenté de 4,4% d'une année à l'autre en mars, après avoir progressé de 4,1% en février. "Les pressions inflationnistes se sont accrues au Canada en mars dans le sillage de la crise au Moyen-Orient,

mais elles sont globalement moins marquées que ce que la plupart des économistes avaient prévu", soulignent, dans une note, Matthieu Arseneau et Alexandra Ducharme, analystes pour la Banque nationale du Canada.

Dans ce contexte, ils estiment peu probables que la banque centrale opte à court terme pour une hausse de ses taux. Sa prochaine décision tombera le 29 avril.

Agence

MEXIQUE

Le gouvernement table sur un rebond de la croissance en 2026

Le Mexique table sur un "plus grand dynamisme" de son économie en 2026 avec une croissance d'entre 1,8% et 2,8% après une quasi-stagnation l'an dernier, selon un rapport du ministère des Finances. "Vers 2026 et 2027, l'économie mexicaine renouera avec une trajectoire plus dynamique, soutenue par la solidité de ses

fondamentaux macroéconomiques", prédit le document.

En 2025, l'économie mexicaine, la deuxième d'Amérique latine derrière le Brésil, n'avait progressé que de 0,8%, sa plus faible performance depuis la chute de 8,5% enregistrée en 2020, en pleine pandémie.

La faible croissance de 2025 avait coïn-

cidé avec le retour à la Maison Blanche de Donald Trump, qui a mené une offensive protectionniste mondiale en imposant des droits de douane supplémentaires à de nombreux pays.

Le Mexique, qui expédie vers les États-Unis plus de 80% de ses exportations, se montre particulièrement vulnérable à la politique commerciale américaine, qui a

créé beaucoup d'incertitudes pour les entreprises et le climat des affaires en général.

Le rapport du gouvernement pronostique aussi une inflation de l'ordre de 3,7% fin 2026, et une croissance du produit intérieur brut (PIB) d'entre 1,9% et 2,9% en 2027.

Agence

MALGRÉ LE RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE

La création d'entreprises repart en Allemagne

En 2025, l'Allemagne a enregistré une forte hausse des créations d'entreprises et de start-up. Une dynamique portée par l'intelligence artificielle, les activités secondaires et la fragilité du marché du travail.

L'Allemagne voit la création de startups et d'entreprises en hausse. En 2025, près de 690 000 personnes se sont lancées dans une activité indépendante, contre 585 000 un an plus tôt, selon le KfW Entrepreneurship Monitor. Cela représente une hausse de 18 %, dans un contexte pourtant marqué par une croissance faible, des suppressions de postes dans l'industrie et des inquiétudes sur l'avenir économique du pays - un contexte détérioré par la guerre en

Iran, la hausse des prix du pétrole et la peur d'un récession économique mondiale.

Cette progression concerne surtout les créations d'activité à temps partiel. Elles représentent désormais 70 % des nouveaux projets entrepreneuriaux. Environ 483 000 personnes ont lancé une activité secondaire en 2025, souvent pour compléter leurs revenus ou tester un projet avant de quitter leur emploi principal. Les créations d'entreprise à temps plein, elles, restent stables depuis trois ans.

Dans le même temps, le pays a battu un record sur le front des start-up. L'an dernier, 3 568 startups ont vu le jour selon la Germany Trade & Invest, soit une hausse

de 29 % par rapport à 2024. Ce chiffre dépasse même le précédent sommet atteint en 2021 de 3 196, au moment de la crise sanitaire.

Berlin reste le principal centre entrepreneurial du pays, mais Munich affiche désormais le plus fort nombre de créations rapporté à sa population. La Bavière, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et la Saxe figurent parmi les régions les plus dynamiques.

Les secteurs qui progressent le plus sont ceux liés à l'intelligence artificielle, aux technologies vertes, aux logiciels et à la santé. Les entreprises spécialisées dans la deeptech et la défense attirent également davantage d'investissements, dans un pays

qui cherche à réinventer son tissu industriel.

Cette nouvelle vague entrepreneuriale s'explique aussi par les difficultés du marché du travail. L'industrie allemande perd environ 15 000 emplois chaque mois, notamment dans l'automobile, selon le rapport 2025 de la DIHK.

Face à cette situation, de nombreux salariés se tournent vers l'entrepreneuriat ou créent leur propre activité. Dans certains secteurs, comme la défense, des entreprises industrielles en difficulté se repositionnent sur de nouveaux marchés pour maintenir leurs emplois et leurs capacités de production.

R.I.

ESPAGNE

Les compagnies aériennes augmentent leurs capacités pour l'été

Les compagnies espagnoles prévoient 6% de sièges en plus entre avril et octobre, portées par la demande touristique malgré les incertitudes liées au carburant.

Les compagnies aériennes espagnoles abordent la saison estivale avec confiance. Elles ont augmenté de 6% leur capacité en sièges entre avril et octobre, pour atteindre près de 260 millions de places, selon l'association ALA. Une progression comparable à la croissance du trafic enregistrée l'an dernier (+5,9%).

Cette dynamique repose sur une demande soutenue pour la destination Espagne, en partie alimentée par un report de flux touristiques depuis certaines zones de conflit. «Les perspectives sont bonnes», a déclaré Javier Gandara, président de l'ALA.

Des littoraux très dynamiques

Les régions côtières concentrent l'essentiel de cette croissance. Les capacités bondissent de 14% à Alicante et de 8% en Andalousie. Les aéroports de Madrid et Barcelone enregistrent également une hausse de 8%.

Le contexte reste toutefois incertain. Inflation, tensions géopolitiques et situation économique pourraient peser sur la demande estivale. «La situation évolue très rapidement», prévient Javier Gandara.

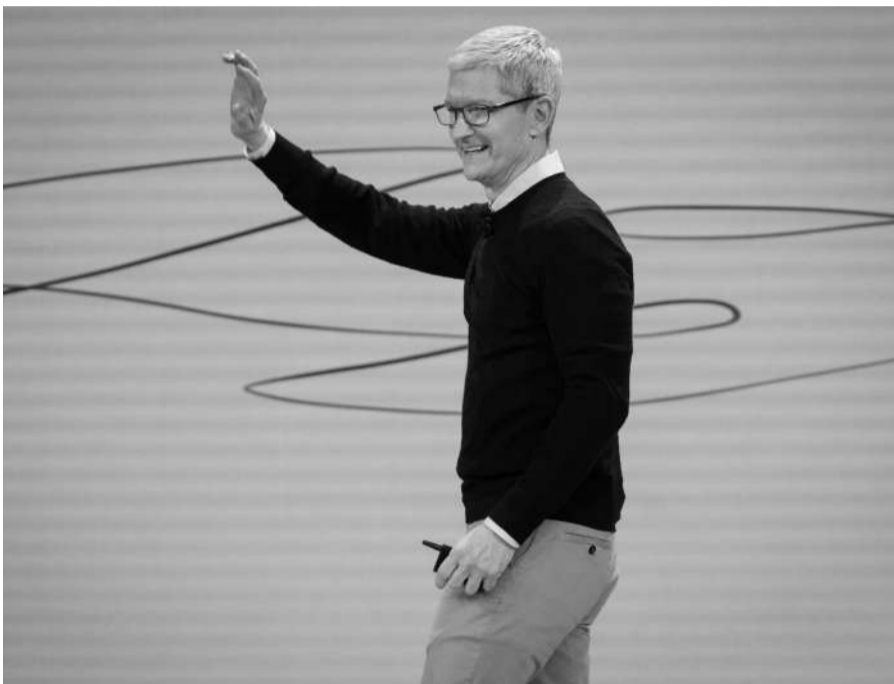
Les compagnies espagnoles apparaissent néanmoins relativement protégées face aux risques d'approvisionnement en carburant : plus de 80% de leur kérosène provient de raffineries nationales et seulement 11% du pétrole brut est importé du Moyen-Orient. Les compagnies internationales desservant l'Espagne devraient également limiter les hausses tarifaires, la majorité de leurs besoins en carburant étant couverte à l'avance. Seule Volotea a introduit une tarification indexée sur les prix du carburant, une pratique contestée par une association de consommateurs.

R.I.

TIM COOK S'EN VA

Apple nomme son nouveau patron et tourne une page historique

C'est la fin d'une ère pour le géant de Cupertino. Après quinze années d'une présidence marquée par une croissance insolente, Tim Cook s'apprête à passer le relais pour ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire de la marque à la pomme.



Les rumeurs étaient de plus en plus insistantes ces derniers mois et sont désormais confirmées : Apple a officiellement annoncé que Tim Cook quitterait ses fonctions de CEO le 1er septembre 2026. Alors que le monde de la tech s'interrogeait sur sa succession, Apple semble avoir opté pour la continuité interne. Le choix de son successeur, une figure bien connue des observateurs attentifs, dessine déjà les contours d'une nouvelle ambition où l'ingénierie et l'innovation matérielle reprendraient une place centrale au sein de l'identité de l'entreprise.

John Ternus : le responsable du hardware prend la tête d'Apple

C'est John Ternus, actuel vice-président senior de l'ingénierie matérielle, qui a été choisi pour devenir le prochain directeur général d'Apple. Entré dans l'entreprise en 2001, cet ingénieur de formation a gravi tous les échelons jusqu'à intégrer l'équipe de direction exécutive en 2021. Tim Cook lui-même ne tarit pas d'éloges à son égard, décrivant un leader doté

d'un « esprit d'ingénieur » et d'une « âme d'innovateur ». Ternus n'est pas un inconnu pour les fans d'Apple : il a supervisé le développement de produits majeurs tels que l'iPad, les AirPods et plusieurs générations de Mac. Son rôle aurait été particulièrement déterminant lors de la transition vers les puces Apple Silicon, un tournant technologique majeur pour la firme. Ces dernières années, Ternus était de plus en plus présent dans les keynotes de la marque, et avait assuré le management de l'équipe design. Un symbole pour une marque aussi attachée à l'esthétique de ses produits.

Sous l'impulsion de John Ternus, le hardware d'Apple a connu une mue importante, avec un accent mis sur la durabilité et la résilience des appareils. On lui attribuerait notamment l'introduction de nouvelles techniques de fabrication, comme l'usage de titane imprimé en 3D ou le lancement récent du MacBook Neo.

Ce passage de témoin s'appuierait sur une vision à long terme, l'homme ayant travaillé sous l'égide de Steve Jobs puis sous le mentorat de Tim

Cook. Dans sa première déclaration comme futur CEO du groupe, il indique vouloir « diriger en s'appuyant sur les valeurs et la vision qui ont façonné ce lieu si particulier depuis un demi-siècle ».

Tim Cook garde un pied chez Apple et assure la transition

Le bilan de Tim Cook à la tête d'Apple, moins flamboyant que le règne de Steve Jobs, est pourtant une réussite indéniable. Sous sa direction, le chiffre d'affaires annuel a presque quadruplé, dépassant les 416 milliards de dollars en 2025. Au-delà des chiffres, Cook aurait réussi l'exploit de transformer Apple en un mastodonte des services. Il est aussi derrière les lancements de l'Apple Watch ou des AirPods, mais a aussi raté le virage de l'intelligence artificielle, et n'a pas concrétisé l'essai sur le marché de la réalité augmentée avec l'Apple Vision Pro.

Dans ses nouvelles fonctions de président exécutif, Tim Cook conservera un rôle actif, notamment dans les relations avec les décideurs politiques mondiaux. Johny Srouji, vice-président en charge des technologies matérielles, et grand architecte des processeurs maison de la marque, récupère son poste et supervisera l'ensemble du développement matériel.

La transition devrait être fluide, Cook ayant prévu de travailler étroitement avec son successeur tout au long de l'été pour assurer le passage de flambeau. Reste désormais à voir si John Ternus saura imprimer sa propre marque sur les futurs produits iconiques de la firme. Nous serons rapidement jetés dans le grand bain et assurera la keynote de rentrée, avec la présentation des iPhone 18 et d'un éventuel iPhone pliant qui devrait marquer un tournant pour la gamme de smartphones de la marque. Tout un symbole.

Qui l'eût cru ? L'IA la plus populaire de Microsoft est un assistant RH

Finale, certains efforts de Microsoft dans l'intelligence artificielle (IA) s'avèrent fructueux. Un outil spécialisé dans le recrutement lancé par LinkedIn est un véritable carton ! Au point de tout bousculer en interne ?

Car ce n'était jusqu'alors pas vraiment la joie pour la firme de Redmond dans l'IA. Copilot, son outil phare, ne séduit que 3 % des utilisateurs totaux d'Office 365, qui sont bien peu à adopter la version payante. C'est beaucoup trop peu, car Microsoft a grandement misé sur l'intégration de sa technologie dans sa suite emblématique pour engranger des revenus. Et si la lumière venait du côté de LinkedIn ?

Un agent pour identifier les profils adéquats

À l'automne 2025, la filiale du géant américain a lancé Hiring Assistant, un agent IA destiné aux recruteurs. Son principe est simple : au lieu de passer des heures à fouiller manuellement les profils LinkedIn, le recruteur décrit simplement le type de candidat qu'il recherche, en détaillant par exemple les compétences, l'expérience et le parcours nécessaires. L'outil se charge ensuite de remonter automatiquement les profils les plus pertinents, tout en rédigeant des messages de prise de contact personnalisés. Et les premiers retours sont on ne peut plus encourageants. Les premiers retours sont encourageants, rapporte The Information. Des entreprises comme Palo Alto Networks ou le cabinet de recrutement britannique BMS Performance témoignent d'une meilleure qualité dans la sélection des candidats. Plus surprenant encore : les messages générés par l'IA obtiendraient un taux de réponse supérieur à ceux rédigés par les recruteurs humains eux-mêmes.

À noter qu'il ne s'agit pas d'une technologie gratuite : Hiring Assistant est proposé en tant qu'option payante sur les abonnements Recruter haut de gamme de LinkedIn. Et la facture peut s'avérer salée : selon les clients, elle s'étend de plusieurs centaines à plus de 1 000 dollars par utilisateur et par mois, auxquels s'ajoutent des frais variables selon l'intensité d'utilisation.

Microsoft veut s'en inspirer pour ses autres produits

Pas de quoi freiner l'adoption pour autant. Depuis son lancement en septembre, le nombre de clients utilisant Hiring Assistant progresse d'environ 36 % chaque semaine. Mark Lobosco, directeur commercial de LinkedIn, compare sa trajectoire à celle de Recruter, le produit phare lancé en 2008 qui est devenu le premier dispositif maison à dépasser le milliard de dollars de revenus annuels. « C'est le produit que nous avons lancé qui connaît la plus forte demande client », affirme-t-il.

Un succès qui ne passe pas inaperçu en interne. Plusieurs hauts dirigeants étudieraient de près Hiring Assistant pour déterminer si ce succès pourrait être reproduit sur d'autres produits Copilot. Satya Nadella lui-même aurait d'ailleurs promu Ryan Roslansky, le P-D.G de LinkedIn, à un nouveau rôle chapeautant également les produits Office 365 Copilot.

Payer un abonnement WhatsApp ? Meta a déjà commencé les tests

Êtes-vous prêt à payer un supplément mensuel pour accéder à des fonctionnalités exclusives sur WhatsApp ? Meta semble le penser.

On s'y attendait. Fin janvier, Meta faisait savoir qu'une souscription premium serait bientôt déployée sur ses différentes plateformes. Les tests ont d'ores et déjà démarré sur Instagram avec l'abonnement Instagram Plus, et c'est maintenant au tour de WhatsApp. Plusieurs utilisateurs ont repéré la nouveauté, dont le consultant en réseaux sociaux, et très suivi, Matt Navarra.

Quelles fonctionnalités pour WhatsApp Plus ?

Avec cette offre, baptisée WhatsApp Plus, l'idée n'est pas de retirer des fonctionnalités basiques aux usagers habituels, mais plutôt de proposer des innovations exclusives à ceux qui mettent la main à la poche. Le montant serait fixé à environ 2,49 euros mensuels. Les avantages semblent avant tout porter sur l'esthétique. Ainsi, les abonnés pourront personnaliser l'apparence de l'application à leur guise : 18 thèmes de couleur, 14 icônes différentes et 10 sonneries exclu-

sives seront disponibles. Des stickers premium avec animations seront également accessibles, avec un effet visuel qui s'affiche à l'écran même chez le destinataire, qu'il soit abonné ou non.

Mais ce n'est pas tout, WhatsApp Plus permettra d'épingler jusqu'à 20 conversations en haut de la liste des discussions, contre 3 actuellement. Les abonnés pourront aussi appliquer en masse des thèmes, sonneries et tons de notification à des listes de chats entières, pratique pour ceux qui jonglent avec de nombreuses conversations. On ignore, en revanche, si ceux qui souscrivent pourront échapper aux publicités.

Un levier de monétisation immense pour Meta

« Nous commençons par un test à petite échelle afin de recueillir des retours et de nous assurer que nous développons un produit que les utilisateurs jugeront véritablement utile », a confirmé un porte-parole de la messagerie au média TechCrunch. Pour l'instant, le déploiement reste limité à un petit nombre d'utilisateurs Android, avec un essai gratuit d'un mois proposé à certains. Pour rappel, Meta a bâti le modèle de WhatsApp sur deux piliers : la

messagerie payante pour les entreprises et les publicités qui redirigent les utilisateurs vers une conversation avec une marque. Au quatrième trimestre 2025, les revenus de la messagerie ont franchi le cap des 2 milliards de dollars en rythme annualisé, en hausse de 54 % sur un an. Car, avec plus de 3 milliards d'utilisateurs actifs, la plateforme représente un levier de monétisation encore largement sous-exploité. WhatsApp Plus s'inscrit dans cette logique : si une fraction seulement de cette base bascule vers l'abonnement, les sommes en jeu seront rapidement colossales.

Audi mise gros avec sa nouvelle marque, mais le pari est risqué !

Audi joue gros en Chine. En renforçant son alliance avec SAIC et en lançant une nouvelle offensive autour de la marque AUDI, sans ses célèbres anneaux, le constructeur allemand tente de reprendre pied sur un marché devenu brutalement compétitif. Si les annonces sont ambitieuses, les premiers résultats restent fragiles, et la suite dépendra d'un élément bien précis : la capacité à rivaliser sur le terrain du logiciel.

Audi et SAIC (groupe détenteur de MG) entrent dans une nouvelle phase de coopération industrielle autour de AUDI, la sous-marque réservée à la Chine qui se passe des quatre célèbres anneaux entrelacés pour ne garder que le nom, en capitales. Après les premiers développements engagés en 2023, puis l'accord officiel autour de la nouvelle plateforme, en mai 2024, les deux partenaires signent désormais un nouvel accord pour leurs futurs modèles, mais le pari est risqué.

Audi et SAIC, une coopération qui change d'échelle

Le projet AUDI s'inscrit dans une relation ancienne entre Audi et SAIC, renforcée d'abord par une coopération sur les véhicules électriques, puis par le lancement de la plateforme ADP (Advanced Digitised Platform) en mai 2024, conçue pour donner naissance à une gamme spécifique au marché chinois. Le premier modèle de cette offensive, l'E5 Sportback, a été dévoilé en novembre 2024 avant d'entrer en production de série en août 2025. La suite était déjà programmée avec l'E7X, deuxième modèle de production annoncé pour un dévoilement au Salon de Pékin 2026, qui se tiendra du 24 avril au 3 mai 2026.

Mais la dynamique commerciale n'a pas été aussi simple qu'espéré.

Après un démarrage jugé prometteur, l'intérêt du marché chinois s'est nettement tassé. Audi a dû réduire les prix de l'E5 Sportback en février 2026, avec une remise temporaire d'environ 3 750 €, ramenant le tarif d'entrée à 205 900 yuans, soit 25 700 €, sachant que le prix de lancement démarrait à 235 900 yuans, soit environ 29 500 €.

Malgré cette correction, les volumes restent modestes pour le moment : l'E5 Sportback n'a trouvé que 7 070 acquéreurs dans ses premiers mois et seulement 605 unités vendues en janvier 2026. L'E5 a toutefois remporté le titre de China Car of the Year 2026, preuve que la réception critique n'a pas été le principal problème. Les retours clients ont en revanche évoqué des bugs logiciels, une climatisation capricieuse et des aides à la conduite jugées trop erratique dans un usage urbain.

Shanghai devient le centre de gravité

Loin de se décourager, la co-entreprise a décidé de poursuivre et officialise la création de l'Audi Innovation & Technology Centre à Shanghai. Le site sera placé sous la responsabilité d'Audi et se focalisera dans le développement des technologies d'électrification destinées à la Chine, mais aussi des véhicules connectés. L'idée étant d'accélérer le développement local, tout en conservant



une base technique commune avec SAIC. Audi insiste sur le fait que ses groupes motopulseurs électriques resteront inchangés. Autrement dit, pas de révolution sur l'architecture de base, ni d'indication sur un éventuel prolongateur d'autonomie, alors que cette techno est plutôt prisée en Chine. Le cœur de la stratégie est surtout concentré dans l'habitacle, dans les logiciels embarqués, dans les systèmes d'assistance et dans la capacité à adapter l'automobile aux usages chinois. Audi veut notamment développer des cockpits immersifs pilotés par l'IA et des ADAS conçus pour les conditions de circulation locales.

Quatre modèles supplémentaires au programme

Au-delà de l'E5 Sportback et de l'E7X, Audi annonce quatre modèles supplémentaires bâtis sur une version encore améliorée de la plateforme ADP. Aucun détail précis n'a encore été donné sur leur format, leur carrosserie ou leur calendrier de lancement. Un premier aperçu pourrait apparaître sous la forme d'un concept lors d'Auto China 2026, mais pour l'instant seul l'E7X est officiellement confirmé comme deuxième modèle de production. Audi mène désormais une double vie en Chine : d'un côté, la gamme mondiale à anneaux, avec des modèles comme les Q6 e-tron et A6 e-tron développés en Allemagne via Cariad ; de l'autre, la marque AUDI, sans anneau, pensée comme une structure parallèle pour séduire une clientèle plus jeune, plus technophile et plus sensible aux services logiciels qu'au prestige traditionnel du logo. Cette segmentation repose sur la nécessité pour la marque à répondre à la pression des marques chinoises, qui imposent aujourd'hui leurs rythmes de développement et leurs standards de connectivité.

Un contexte sous pression

Mais le marché est très tendu. Les marques locales représentent désormais



environ deux tiers des ventes de voitures en Chine en 2025, contre moins de 40% il y a cinq ans. Parallèlement Audi a vu ses ventes globales en Chine reculer de 5% l'an dernier, à 617 514 véhicules, tandis que ses ventes de voitures 100% électriques ont chuté de 44%. Pour le constructeur il n'est plus possible d'adapter un modèle global à des exigences locales, il est nécessaire de

repartir d'une feuille blanche tout en maîtrisant les coûts. La sous-marque AUDI devait justement répondre à ce problème : réduire les délais, s'aligner sur les attentes locales et proposer une expérience produit pensée pour la Chine et non simplement importée de l'Europe. Les premiers résultats montrent cependant que la recette ne se vend pas encore aussi bien qu'escompté.

Mots fléchés

Composite sublime		Succès		Petit disque plat gravé servant d'échanges		Côté latérale du visage		Poids embarqué		Sert pour relier		Ils se déplacent en diagonale
Affirmativement		Poisson						Effluve		Surgis		Puissant explosif
Zone urbaine				Peuples espagnols et portugais		Joua de l'argent				Entre camarades		
Coopérations						Renard polaire				Tuméfaction		
Sillon		Très gros							Manche sportive			Taré
		Train de banlieue							Jaunisse			
					Branle-bas		Semi			Figures circulaires		Formule de politesse
Calcium	Trainât						Enlevé la matière grasse					
	Rechoisis							Fromages circulaires célèbres comédie de Ben Jonson				
	Jadis il y avait celui de gaz	Souveraine	Tamis				Adoré					
			Rivière de Galice									
Brevet technologique				Une Allemagne prosoviétique		Côté					Esprit	Affluent de la Moselle
Impuissant												
							Blessais					
Bette						Francium	Inusité		Reptile saurien	Cubes de jeu		Propice
Noir intense	Frère de Moïse		Mondain		Indifférence							
					Fer							
					Bordure décorative						Petit tour	
					Inerte						Convienne	
Prénom féminin							Aboutie					
Gaz réfrigérant												
					Armée républicaine	Privé du sein de sa mère		Id est		Troisième personne du singulier		Affluent de la Durance
Jamais		Bruns						Instinctives				
		Montée						Seul				
Malaxé	Prénom masculin							Un château sur une île	Néon		En bas de lettre	Une flûte
	Dans										Commune normande	
						Anéantiras						
Chiffre						Délicat						

PÉTROLE

le Brent stable à 94,85 dollars le baril

Les prix du pétrole étaient quasiment stables mardi, après plusieurs séances de hausses consécutives. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, cédait 0,66% à 94,85 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mai, dont c'est le dernier jour de cotation, cédait 1,25% à 88,49 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 22 avril 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



DESTINÉ À LA RÉALISATION DE PROJETS D'INTÉRÊT NATIONAL

Les modalités du recours au financement extérieur fixées

Les modalités de recours au financement extérieur pour la réalisation de projets d'intérêt national, ont été fixées, en vertu d'un arrêté du ministère des Finances publié au Journal officiel (JO) n 29. Selon cet arrêté, signé le 17 février dernier, le ministère des Finances assure la préparation et le suivi des procédures relatives au financement extérieur, comprenant la prospection des partenaires financiers, la soumission des demandes de financement et la conduite des négociations pour la mobilisation des prêts, en coordination avec les ministères et les institutions publiques concernés. Les ministères et les institutions publiques concernés par les projets d'intérêt national proposés au financement extérieur engagent leur entière responsabilité quant à la maturité des projets et à la qualité des études produites, selon le même texte soulignant qu'ils sont également responsables de la bonne exécution des projets, dans le respect des coûts, des délais et des objectifs fixés. Pour recourir au financement extérieur, l'obtention d'une autorisation préalable du Conseil des ministres est requise, après l'approbation du projet par les instances compétentes des bailleurs de fonds, est-il souligné.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen de dossiers relatifs à la sécurité sociale et l'emploi

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de dossiers relatifs à la sécurité sociale et à l'emploi, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral: "Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mardi 21 avril 2026, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen des points ci-après : Le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les modalités de la prise en charge par l'Etat du versement des charges financières résultant de l'augmentation du taux de remboursement des prestations en nature de la sécurité sociale au profit de certaines catégories d'assurés sociaux.

Ce texte intervient dans le but de régler la couverture par l'Etat du différentiel des frais de remboursement des prestations en nature d'assurance maladie au profit de certaines catégories d'assurés sociaux.

Le Gouvernement a également entendu une communication sur l'emploi de la main d'œuvre étrangère en Algérie. Cet exposé a mis en exergue l'arsenal juridique national régissant cet aspect conformément, notamment, à la convention 97 de 1949 de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux travailleurs migrants, consacrant le principe d'égalité de traitement entre travailleurs nationaux et étrangers.

Cet exposé a mis en exergue la nécessité de développer davantage des compétences nationales pour accompagner les grands projets d'investissement structurants et la transformation économique nationale".

APS

PROTECTION DES INSTALLATIONS VITALES DU PAYS FACE AUX NOUVELLES MENACES

Le rôle central de l'ANP mis en avant

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'État-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé, mardi, au Cercle national de l'Armée, à Beni-Messous (Alger), l'ouverture des travaux d'un séminaire sous le thème « La protection des installations vitales du pays face aux nouvelles menaces : réalité et perspectives d'amélioration », indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Dans son allocution à l'ouverture des travaux, le Général d'Armée a souligné que « les installations vitales sont devenues aujourd'hui de véritables artères de vie, irriguant le corps de l'État moderne en sécurité et stabilité, et constituant une composante essentielle du dispositif de défense nationale et un pilier de la sécurité globale ».

« Les installations vitales ne se limitent plus à de simples actifs économiques dans la mesure où leur rôle s'est consolidé pour constituer de véritables artères de vie, irriguant le corps de l'État moderne en sécurité et stabilité, impulsant les dynamiques d'intégration du développement et contribuant à la promotion de la sécurité nationale dans toutes ses dimensions », a relevé le Général d'Armée.

Dès lors, « la protection des installations vitales et des infrastructures s'impose comme un choix stratégique et rationnel, constituant une composante essentielle du dispositif de défense nationale et se plaçant au cœur de la sécurité globale », a-t-il ajouté. Le Général d'Armée a également affirmé que l'ANP « contribue de manière essentielle à la sécurisation des installations vitales et veille à l'actualisation permanente des plans d'intervention des équipes d'intervention, à leur formation et à la coordination entre les différents acteurs concernés ». Dans ce cadre, « l'ANP, à la lumière des orientations de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, joue un rôle fondamental et central, contribuant à travers ses unités opérationnelles et son appareil sécuritaire à la sécurisation des installations stratégiques par la mise en œuvre de plans de protection et d'intervention, afin de faire face à diverses menaces, qu'elles soient terroristes, de sabotage, cybernétiques ou relevant de ce que l'on appelle aujourd'hui les menaces hybrides ». L'ANP veille également à « l'actualisation et au développement permanent des plans d'intervention des équipes d'intervention et de leur formation, ainsi que des méthodes de planification et de coordination entre les

différents secteurs, et ce, dans le cadre d'une approche globale fondée sur l'anticipation plutôt que la réaction, la prévention plutôt que le traitement, tout en consolidant la complémentarité entre le facteur humain et les technologies modernes », a ajouté le Général d'Armée, qui a ensuite annoncé l'ouverture officielle des travaux de ce séminaire.

Synthèse Z R.

EXPLORATION PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

Alnaft veut attirer des majors pétrolières

Par S. R.

Au-delà de la simple exploitation des ressources, Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures déploie une vision de long terme fondée sur le partenariat international et le partage des risques. Pour Samir Bekhti, l'objectif est clairement affiché : dynamiser l'exploration afin de garantir durablement la sécurité énergétique du pays.

L'Algérie ne se limite plus à mettre en avant son potentiel souterrain ; elle s'attache désormais à structurer son attractivité autour d'une approche partenariale renouvelée. Avec un domaine minier estimé à 1,7 million de kilomètres carrés, incluant les zones offshore, l'ampleur des défis techniques et financiers impose une ouverture stratégique vers les grandes compagnies internationales et les entreprises de taille intermédiaire. Dans ce contexte, la recherche de nouveaux gisements demeure, par nature, une activité à fort risque capitalistique. Pour le président d'Alnaft, la multiplication des partenariats constitue la réponse la plus adaptée à cette contrainte. « Il est bénéfique d'avoir des partenariats pour partager les bénéfices, mais aussi pour partager les risques, voire transférer certains risques vers le partenaire étranger », a expliqué Samir Bekhti lors de son intervention sur « Chaîne I » de la Radio Algérienne. Une telle démarche permet d'éviter que l'effort d'investissement ne repose exclusivement sur Sonatrach. « Il est impossible de demander à une seule institution, Sonatrach, malgré toutes ses compétences et ses capacités, de couvrir un domaine aussi vaste et étendu », a-t-il précisé, mettant en avant le rôle déterminant de la coopération internationale dans l'exploration des zones encore vierges ou techniquement complexes. La stratégie d'Alnaft ne se limite toutefois pas à la signature de contrats. Elle ambitionne également d'intégrer un véritable transfert de savoir-faire technologique et de contribuer au développement d'un tissu industriel local. Samir Bekhti insiste, à ce titre, sur l'effet d'entraînement généré par l'arrivée de nouveaux acteurs : « Lorsqu'il y a un partenariat, cela crée une grande dynamique. L'arrivée de sociétés étrangères génère des emplois directs et indirects, favorise la création de l'entreprise algérienne autour de cette activité et permet un transfert technologique vers les cadres algériens ». L'intérêt croissant de majors telles que Chevron ou ExxonMobil, ainsi que la présence consolidée d'acteurs historiques comme Eni ou BP, vient conforter cette orientation stratégique. Le président d'Alnaft a d'ailleurs exprimé sa volonté de voir ces partenariats évoluer vers des phases plus avancées. Évoquant notamment le cas de BP, il a déclaré : « Nous espérons que, après cette première étape de licence d'exploration de deux ans, la société BP obtiendra un projet d'investissement dans l'exploration via cet appel d'offres 2026 ».

Sous le patronage de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche



11^{ème} Édition
18 > 21
MAI 2026
PALAIS DES EXPOSITIONS, SAFEX
ALGER - ALGÉRIE

DJAZAQUA
LE RENDEZ-VOUS DES PROFESSIONNELS DE LA PÊCHE ET L'AQUACULTURE

- ✓ Une vitrine d'excellence pour valoriser vos savoir-faire de la Méditerranée à l'Afrique subsaharienne
- ✓ Un rayonnement de la diversité de ressources halieutiques et aquacoles africaines



De la capture à la transformation
Révélez l'excellence et le plein potentiel de nos ressources halieutiques et aquacoles

- SANTÉ ET NUTRITION
- PRODUCTION HALIEUTIQUE
- ÉQUIPEMENT POUR L'ÉLEVAGE DE POISSON ET LA PÊCHE PROFESSIONNELLE
- NAVIRE DE PÊCHE ET CONSTRUCTION
- TRANSFORMATION DES PRODUITS DE LA MER

COÏNCIDE AVEC :
SIPSA 24^{ème} Édition
FILAHÀ AGROFOOD
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

COÏNCIDE AVEC :
SIPSA 5^{ème} Édition
Afrika Food Export
SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE